

REPUBLIQUE DE BENIN



Ministère du Plan et du Développement

Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique



Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
(ERI-ESI)

Bénin, 2018

RAPPORT DE SYNTHÈSE



Ce rapport présente la synthèse des résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) en collaboration avec l'agence Nationale de la Promotion de l'Emploi (ANPE) et l'Observatoire National pour l'Emploi du Bénin (ONEB). Le financement de l'ERI-ESI a été assuré par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 qui comporte les volets «Comptabilité Nationale », « Statistiques d'entreprise » et «Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel ». L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a fourni l'assistance technique à l'ensemble de ces trois volets.

Pour tout renseignement concernant l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), contacter l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) Route de l'aéroport 01 B.P. 323 COTONOU, Tél : (229) 21 30 82 44 | (229) 21 30 82 45, Fax : (229) 21 30 82 46 e-mail : insae@insae-bj.org , site web : www.insae-bj.org

Pour obtenir des informations sur le Programme de Statistique Régionale 2015-2020, contacter L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) sis à Bamako (quartier Niarela, rue 499, Porte 23, BP E 1600, Télécopie 00223 20 21 11 40, courrier électronique : afristat@afristat.org, site web : www.afristat.org

Citation recommandée :

Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique et AFRISTAT. 2019. *Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel*, 2018. Cotonou, Bénin et Bamako, Mali : INSAE et AFRISTAT.

Tableau récapitulatif des résultats

Indicateurs sur les objectifs de développement durable (ODD), ERI-ESI, Bénin 2018

N°	Indicateurs	Homme	Femme	Bénin
4. Education de qualité				
4.6.1	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	52,3	32,1	41,7
6. Accès à l'eau potable et assainissement				
6.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable	81,0	71,2	75,5
6.2.1	Proportion de la population ayant accès à des latrines	62,9	18,9	38,4
7. Accès à l'énergie propre et à coût abordable				
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	69,3	35,3	50,9
7.1.2	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson	8,7	1,0	4,4
8. Plein emploi productif et travail décent pour tous				
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles	87,2	97,0	92,6
8.5.1	Rémunération horaire moyenne des salariés	571	465	545
8.5.2	Taux de chômage BIT	2,3	2,3	2,3
8.6.1	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	27,5	40,6	34,5
8.8.1	Fréquence des accidents de travail ou de trajet [1]	9,0	5,0	7,1
8.9.2	Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois [2]	6,5	11,7	9,0
9. Bâtir une infrastructure résiliente et promouvoir une industrialisation durable				
9.2.2	Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total	8,3	16,2	12,1
10. Réduire les inégalités				
10.3.1	Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme	30,1	27,0	28,5
11. Villes et établissements humains sûrs, résilients et durables				
11.7.2	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel	3,3	2,4	2,8
16. Assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces				
16.1.3	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents	12,8	11,4	12,1
16.1.4	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence	51,7	52,0	51,9
16.3.1	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	55,9	54,2	55,0
16.5.1	individus de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	15,2	8,0	11,5
16.7.2	Proportion de la population qui estime que la prise de décision est ouverte et réactive [2]	32,8	30,9	31,8

[1] Non mortel

[2] Indicateur proxy

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, Bénin 2018

Indicateurs	Cotonou	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Bénin
Répartition de la population selon le profil migratoire					
Non migrant	58,4	72,2	69,8	87,7	79,3
Migration interne	34,6	24,3	26,1	10,4	17,7
Migration internationale	7,0	3,6	4,2	1,9	2,9
Ens. migrant	41,6	27,8	30,2	12,3	20,7
Taux net de scolarisation au primaire ajusté					
Ensemble	93,4	77,8	79,8	61,0	68,8
Homme	93,8	77,5	79,6	62,3	69,4
Femme	93,1	78,0	80,0	59,6	68,2
Pourcentage des enfants en âge d'être au primaire qui sont hors du système					
Ensemble	6,6	21,9	20,0	38,9	31,0
Homme	6,2	22,3	20,3	37,7	30,5
Femme	6,9	21,5	19,6	40,2	31,5
Taux net de scolarisation au secondaire					
Ensemble	66,0	45,5	48,3	28,5	37,7
Homme	67,6	49,2	51,6	31,9	40,8
Femme	64,4	41,5	44,8	24,6	34,1
Taux de chômage BIT					
Ensemble	4,6	2,9	3,2	1,5	2,3
Homme	4,7	3,0	3,3	1,4	2,3
Femme	4,5	2,7	3,0	1,6	2,3
Taux de chômage BIT					
15-34 ans	7,5	4,2	4,7	2,6	3,5
35 ans et plus	2,9	1,8	2,0	0,6	1,2
Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage					
Ensemble	13,8	11,9	12,2	9,6	10,8
Homme	13,5	10,4	10,9	7,7	9,2
Femme	14,2	13,5	13,6	11,6	12,5
Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre					
Ensemble	19,2	20,0	19,9	15,8	17,6
Homme	17,5	16,4	16,6	12,0	14,1
Femme	20,9	23,7	23,2	19,6	21,3
Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre					
15 - 34 ans	27,6	27,6	27,6	21,6	24,2
35 ans et plus	13,6	12,8	13,0	10,1	11,5
Durée moyenne de chômage (en années)					
Ensemble	5,5	4,8	4,9	4,7	4,8
Primo demandeur	6,8	5,2	5,5	4,8	5,2
Ancien actif	2,8	3,6	3,4	4,2	3,6
Pourcentage d'emplois formels dans le secteur non agricole					
Ensemble	11,2	9,0	9,4	4,6	7,4
Homme	16,5	14,7	15,1	8,9	12,8
Femme	6,2	3,6	4,1	1,7	3,0
Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux					
Ensemble	63,3	79,2	76,4	90,3	84,1
Homme	45,7	70,8	66,7	86,6	77,7
Femme	80,5	88,3	86,9	94,4	91,1
Taux de pluriactivité					
Ensemble	3,9	11,9	10,6	14,2	12,6
Homme	4,3	12,9	11,5	16,5	14,2
Femme	3,6	10,9	9,6	11,7	10,7
Taux de salarisation dans le secteur non agricole					
Ensemble	34,9	22,8	25,3	14,5	20,8
Homme	51,8	35,1	38,7	27,0	34,3
Femme	18,6	11,1	12,7	6,1	9,7
Revenu mensuel de l'activité					
Ensemble	77 904	73 912	74 342	58 917	65 468
Homme	82 475	75 263	76 097	56 445	64 739
Femme	71 836	72 408	72 351	61 787	66 305

Indicateurs	Cotonou	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Bénin
Taux de salaire inférieur au SMIG (%)					
Ensemble	16,8	10,1	10,8	14,1	12,7
Homme	12,9	8,7	9,2	11,5	10,5
Femme	22,1	11,7	12,7	17,1	15,2
Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)					
Ensemble	44,7	42,8	43,1	38,2	40,4
Homme	47,7	45,4	45,8	41,3	43,3
Femme	41,7	39,9	40,2	34,9	37,3
Pourcentage des chômeurs BIT et de la main d'œuvre potentielle désirant travailler comme indépendant					
Ensemble	26,9	51,5	46,7	63,8	53,9
Homme	27,6	42,0	39,7	50,4	44,3
Femme	26,5	60,3	52,7	76,8	62,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, Bénin 2018

Indicateurs	Cotonou	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Bénin
Effectif moyen des UPI au démarrage des activités	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2
Pourcentage d'UPI ayant de l'électricité	52,3	27,3	32,5	11,0	22,0
Pourcentage d'UPI ayant un WC ou des latrines	40,0	20,6	24,7	9,8	17,4
Pourcentage d'UPI ayant accès à un système d'évacuation des déchets	31,6	8,3	13,2	2,7	8,2
Pourcentage d'UPI travaillant à domicile	43,7	40,5	41,2	47,8	44,4
Pourcentage d'UPI dirigées par des femmes	71,4	66,8	67,7	71,1	69,4
Pourcentage d'UPI dans le secteur Industrie	19,1	28,2	26,5	37,3	31,7
Pourcentage d'UPI dans le secteur commerce	50,3	40,5	42,5	35,7	39,2
Pourcentage d'UPI dans le secteur service	30,6	31,2	31,1	26,9	29,1
Deux principales sources du capital au démarrage des activités de l'UPI					
Epargne Propre/tondine	58,4	63,9	62,8	65,6	64,1
Dons, Héritages	5,6	20,2	17,4	18,7	18,0
Pourcentage de la main des UPI non apparenté au chef d'UPI	8,8	11,0	10,7	10,6	10,7
Pourcentage de jeunes de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI	0,7	4,4	3,9	4,2	4,0
Pourcentage de femmes dans la main d'œuvre des UPI	67,7	62,0	62,8	64,6	63,6
Durée moyenne d'année d'études réussies par la main d'œuvre des UPI	4,3	3,3	3,4	2,2	2,9
Pourcentage de la main d'œuvre des UPI formée dans un cadre formel	15,4	8,0	9,1	8,3	8,7
Valeur actuel total moyenne du capital investi par l'UPI	194 820	49 860	53 050	60 672	56 717
Montant total moyen des investissements réalisés par l'UPI en 2016	2 720 185	55 351	153 633	74 547	112 517
Deux principales origines des matières premières					
Petite entreprise commerciale	34,0	39,6	38,7	48,1	43,1
Ménage / Particulier	47,0	41,4	42,4	33,1	38,0
Valeur ajoutée totale du secteur informel en million de FCFA					
Ensemble	150 802	702 418	853 221	648 859	1 502 080
Industrie	18 421	110 836	129 257	174 981	304 238
Commerce	91 848	390 760	482 608	300 127	782 734
Service	40 533	200 823	241 356	173 752	415 108
Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)					
Ensemble	73 600	62 081	63 857	58 067	61 201
Industrie	52 353	37 441	39 065	40 479	39 852
Commerce	89 873	80 954	82 504	72 642	78 339
Service	59 471	55 194	55 876	59 657	57 453
Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)					
Ensemble	258	123	126	43	87
Industrie	35	65	65	31	46
Commerce	359	198	202	63	142
Service	300	68	72	33	55
Deux principales raisons du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national					
Non obligatoire	33,0	24,2	25,9	15,4	20,8
Ne sait pas s'il faut s'inscrire	31,5	55,2	50,6	63,8	57,0
Deux principales raisons pour se faire enregistrer selon les CUPI au niveau national					
Aucun intérêt	31,1	22,8	24,5	15,6	20,2
Ne sait pas	37,9	43,8	42,7	46,2	44,4
Pourcentage d'UPI qui paie les impôts sur leurs activités	4,8	6,0	5,8	2,8	4,3
Pourcentage d'UPI prêt à payer les impôts sur leurs activités	17,3	15,9	16,2	21,3	18,7
Deux principales utilisations d'un crédit potentiel par les CUPI au niveau national					
Accroître votre stock de matières premières	52,7	54,1	53,8	57,5	55,6
Améliorer vos machines, mobilier, outils	11,6	13,5	13,1	13,0	13,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité, ERI-ESI, Bénin 2018

Indicateurs	Cotonou	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Bénin
Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie					
Ensemble	56,7	64,9	63,4	65,7	64,6
Homme	56,8	64,2	62,9	65,0	64,0
Femme	56,5	65,6	64,0	66,4	65,3
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les 9 principes démocratiques sont respectés [1]					
Ensemble	27,2	36,3	34,7	38,0	36,4
Homme	25,8	34,4	32,8	37,4	35,2
Femme	28,6	38,1	36,5	38,5	37,5
Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme					
Ensemble	20,4	31,1	29,2	27,9	28,5
Homme	22,3	32,5	30,6	29,6	30,1
Femme	18,7	29,8	27,8	26,3	27,0
Indice de perception					
Droits civils et politiques	0,550	0,662	0,642	0,688	0,666
Participation	0,536	0,647	0,627	0,643	0,636
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,573	0,573	0,573	0,556	0,564
Droit de l'homme et participation	0,545	0,642	0,625	0,646	0,636
Degré de confiance des individus ayant été en contact avec les institutions					
L'administration (en général)	61,7	62,9	62,7	57,7	60,3
La justice	56,2	58,9	58,5	50,8	54,5
La police	54,0	61,0	60,0	50,6	55,1
Le système de santé public	69,3	78,7	77,4	76,9	77,1
Le système public d'éducation	71,0	74,8	74,3	71,6	72,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays					
Ensemble	69,7	75,1	74,1	69,7	71,8
Homme	71,0	76,1	75,1	69,7	72,3
Femme	68,4	74,2	73,2	69,8	71,3
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision					
Ensemble	13,7	30,9	27,8	35,3	31,8
Homme	15,4	31,4	28,4	36,6	32,8
Femme	12,0	30,5	27,2	34,1	30,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections					
Ensemble	80,1	85,9	84,8	83,9	84,3
Homme	81,1	86,6	85,5	84,5	85,0
Femme	79,1	85,2	84,1	83,2	83,7
pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à un partie politique					
Ensemble	11,8	10,5	10,7	9,3	10,0
Homme	14,5	14,2	14,3	13,5	13,9
Femme	9,1	7,1	7,4	5,5	6,4
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités centrales prennent en compte les préoccupations:					
Population	24,9	39,7	37,1	39,4	38,3
Les groupes minoritaires	8,8	28,0	24,5	28,8	26,8
Les partis politiques d'opposition	11,4	31,3	27,7	33,2	30,7
Indice de perception					
Système judiciaire	0,439	0,478	0,471	0,448	0,459
Absence de corruption	0,473	0,396	0,410	0,396	0,403

Indicateurs	Cotonou	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Bénin
Etat de droit	0,467	0,410	0,420	0,405	0,412
Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence					
Ensemble	43,1	53,8	51,9	51,9	51,9
Homme	46,1	53,0	51,7	51,7	51,7
Femme	40,2	54,6	52,0	52,0	52,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	0,288	0,973	0,850	1,047	0,954
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	0,414	1,431	1,248	1,444	1,352
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents					
Ensemble	6,2	13,2	11,9	12,2	12,1
Homme	7,2	14,1	12,8	12,8	12,8
Femme	5,2	12,4	11,1	11,7	11,4
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité					
Ensemble	22,7	15,0	16,4	16,6	16,5
Homme	23,1	15,7	17,0	17,4	17,2
Femme	22,3	14,3	15,7	15,9	15,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité	52,6	71,2	67,9	69,3	68,6
Indice de perception					
Sécurité nationale	0,532	0,514	0,518	0,513	0,515
Sécurité publique	0,703	0,726	0,722	0,724	0,723
Paix et sécurité	0,691	0,710	0,707	0,709	0,708

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] Liste des principes démocratiques : 1. Liberté d'expression 2. Liberté de la presse (média) 3. Egalité devant la loi 4. Liberté politique (choix de son parti) 5. Elections libres et transparentes 6. Liberté de voyager 7. Liberté de religion 8. Liberté d'association 9. Absence de discrimination

Table des matières

Tableau récapitulatif des résultats.....	3
Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête.....	14
Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité.....	15
1.1. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages.....	15
1.1.1. Dynamique migratoire.....	15
1.1.2. Principales caractéristiques des migrants.....	16
1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants.....	17
1.1.4. Eléments Confort du logement.....	18
1.2. Scolarisation et alphabétisation.....	21
1.2.1. La scolarisation et l'éducation.....	21
1.2.2. Taux de scolarisation.....	22
1.2.3. L'alphabétisation des adultes.....	25
1.3. Caractéristiques socioéconomique de la population.....	26
1.3.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre.....	27
1.3.2. Bilan de l'emploi.....	28
1.4. Qualité de l'insertion sur le marché du travail.....	34
1.4.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier.....	34
1.4.2. Mobilité dans l'emploi.....	35
1.5. Trajectoire et perspectives.....	36
Chapitre 2: Caractéristique et poids du secteur informel.....	38
2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel.....	38
2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel.....	40
2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel.....	42
2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel.....	42
2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel.....	42
2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel.....	43
2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel.....	44
2.3.1. Dotation et structure du capital.....	45
2.3.2. Investissement dans le secteur informel.....	46
2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel.....	47
2.4.1. Performance économique.....	47
2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité.....	49
2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée.....	50
2.5. Secteur informel et l'Etat.....	52
2.5.1. Principal intérêt de se faire enregistrer.....	54
2.5.2. Opinions générales par rapport à l'impôt.....	55
2.6. Problèmes et perspectives.....	56
Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité.....	59
3.1. Démocratie et droit de l'homme.....	59
3.1.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs.....	59
3.1.2. Droit de l'homme.....	60
3.1.3. Indice des droits de l'homme et participation.....	60
3.2. Qualité des institutions et corruption.....	61
3.2.1. Accès et confiance dans les institutions.....	61
3.2.2. Situation de la corruption.....	63
3.3. Etat de la gouvernance.....	63
3.3.1. Gouvernance administrative.....	64
3.3.2. Participation citoyenne et politisation.....	65
3.3.3. Indice de perception de l'état de droit.....	67
3.4. Paix et sécurité.....	67
3.4.1. Menace générale et sentiment d'insécurité.....	67
3.4.2. Criminalité.....	71

3.4.3. Conflits et mode de résolution	73
3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité	74
3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité.....	75

Liste des tableaux

Tableau 1.1: Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon la région, le milieu de résidence, le sexe, groupe d'âges et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Bénin, 2018 .	16
Tableau 1.2: Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la strate de résidence, Bénin, 2018.....	17
Tableau 1.3: Principaux motifs de la migration interne selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018.....	18
Tableau 1.4: Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, Bénin, 2018.....	20
Tableau 1.5: Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d'instruction, Bénin, 2018.....	22
Tableau 1.6: Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe et la résidence, Bénin, 2018.....	23
Tableau 1.7: Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe et milieu de résidence, Bénin, 2018.....	26
Tableau 1.8: Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, Bénin, 2018.....	28
Tableau 1.9: Bilan de l'emploi, Bénin, 2018.....	29
Tableau 1.10: Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail, Bénin, 2018.....	31
Tableau 1.11: Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Bénin, 2018.....	35
Tableau 1.12: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, Bénin, 2018.....	36
Tableau 1.13: Table de mobilité scolaire, Bénin, 2018.....	37
Tableau 1.14: Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Bénin, 2018.....	37
Tableau 2.1: Effectif et structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Bénin, 2018.....	39
Tableau 2.2: Disponibilité des services de base dans les UPI, Bénin, 2018.....	41
Tableau 2.3: Organisation du travail suivant le secteur et la branche d'activité, Bénin, 2018.....	42
Tableau 2.4: Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Bénin, 2018.....	43
Tableau 2.5: Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Bénin, 2018.....	44
Tableau 2.6: Montant (en million de FCFA) et Structure (en %) du capital du secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Bénin, 2018.....	46
Tableau 2.7: Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Bénin, 2018.....	47
Tableau 2.8: Principaux agrégats (en million de FCFA) du secteur informel suivant la zone et le secteur d'activité, Bénin, 2018.....	49
Tableau 2.9: Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) et leur inégalité, Bénin, 2018.....	49
Tableau 2.10: Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Bénin, 2018.....	51
Tableau 2.11: Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Bénin, 2018.....	52
Tableau 2.12: Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Bénin, 2018.....	53
Tableau 2.13: Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Bénin, 2018.....	55
Tableau 2.14: Disposition générale des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Bénin, 2018.....	56
Tableau 2.15: Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Bénin, 2018.....	57

Tableau 3.1: Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018.....	60
Tableau 3.2: Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Bénin, 2018	61
Tableau 3.3: Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018.....	62
Tableau 3.4: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018.....	63
Tableau 3.5: Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018.....	64
Tableau 3.6: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018	66
Tableau 3.7: Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Bénin, 2018	67
Tableau 3.8: Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018	70
Tableau 3.9: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018	72
Tableau 3.10: Indice de paix et sécurité et ses composantes selon les caractéristiques du chef de ménage, Bénin, 2018	75
Tableau 3.11: Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Bénin, 2018	77

Liste des graphiques

Graphique 1.1: Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, Bénin, 2018	15
Graphique 1.2: Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Bénin, 2018.....	21
Graphique 1.3: Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Bénin, 2018.....	30
Graphique 1.4: Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Bénin, 2018	33
Graphique 1.5: Taux de bas salaire selon la CSP, Bénin, 2018	34
Graphique 2.1 : Répartition des chefs d'UPI et de la main d'œuvre selon les secteurs d'activité, Bénin, 2018.....	38
Graphique 2.2: Répartition (en %) de la main d'œuvre occupée dans les UPI, Bénin, 2018	40
Graphique 2.3: Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Bénin, 2018.....	41
Graphique 2.4: Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Bénin, 2018.....	45
Graphique 2.5: Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Bénin, 2018	48
Graphique 2.6: Les raisons du non enregistrement au IFU des UPI selon la zone et le secteur d'activité, Bénin, 2018	53
Graphique 2.7: Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, Bénin, 2018.....	54
Graphique 2.8: Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Bénin, 2018	58
Graphique 3.1 Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Bénin, 2018	59
Graphique 3.2: Incidence de la criminalité par région, Bénin, 2018.....	73

Graphique 3.3: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois , Bénin, 2018 74

Liste des cartes

Carte 1.1: Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Bénin, 2018 19
Carte 1.2 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire, Bénin, 2018..... 24
Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Bénin, 2018..... 32
Carte 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pied dans leur zone de résidence, Bénin, 2018..... 69
Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Bénin, 2018 76

Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'objectif de l'enquête est de fournir la situation de référence pour le suivi de l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour chacun des départements du pays. Plus spécifiquement, elle permet (i) de connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, l'ampleur du sous-emploi, (ii) d'établir les comptes des unités de production informelles, de déterminer le poids du secteur informel dans l'économie nationale, d'analyser les contraintes et les opportunités du secteur informel et (iii) de fournir des informations sur la perception des individus sur la démocratie et la gouvernance, paix et sécurité, la qualité des institutions et la corruption.

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre du RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) de 2013.

Au premier degré, 680 ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages. Au deuxième degré, un nombre fixé de quinze (15) ménages a été sélectionné dans chacune des ZD retenues au premier degré avec trois (3) ménages de remplacement. La taille de l'échantillon de l'ERI-ESI est de 10 200 ménages.

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) est une opération statistique d'envergure nationale et couvre deux volets : le premier volet collecte des données sur les caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'enquête, quatre types de questionnaires ont été utilisés :

- un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage et l'habitation ;
- un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ;
- un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ;
- un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

La collecte des données s'est faite par deux catégories d'équipes sur le terrain : la première équipe chargée du volet emploi et la seconde, du volet secteur informel. Elle a été réalisée par CAPI (Computer Assisted Personal Interview) au moyen de smartphones. Les questionnaires ont été programmés en CSPro et saisis en temps réel sur le terrain sur les smartphones au cours des entretiens.

Le présent rapport de synthèse, fruit des différents travaux au niveau national et régional, présente la synthèse des résultats de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel au Bénin.

Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité

Le présent chapitre traite des caractéristiques sociodémographiques de la population, de la dynamique migratoire, de l'accès aux services de base, de la scolarisation, de l'alphabétisation et du bilan de l'emploi au Bénin en 2018.

1.1. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages

1.1.1. Dynamique migratoire

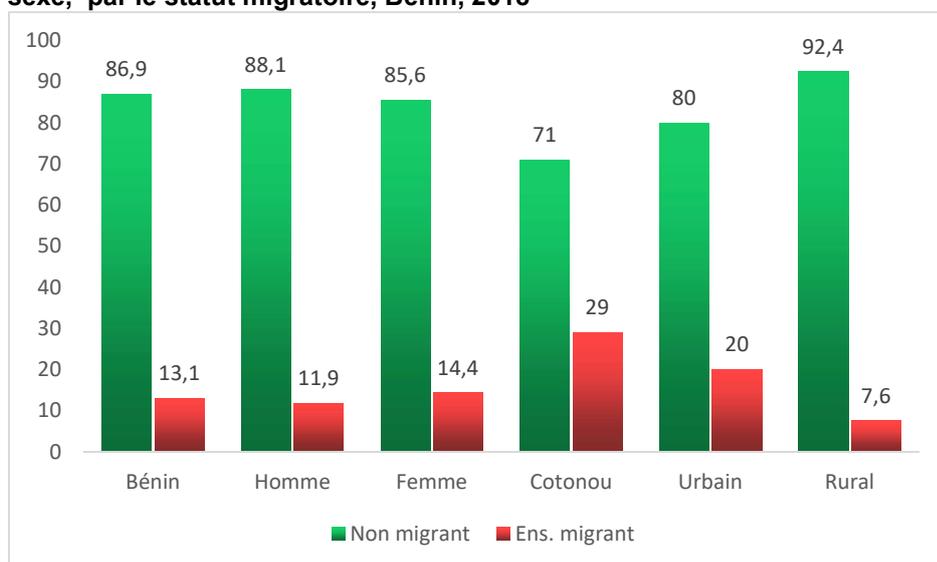
Élément important de la dynamique démographique, la migration est un facteur de répartition géographique de la population à travers la migration interne. Les données de migration font partie des statistiques émergentes ce qui justifie son choix dans cette étude.

L'impact de la migration sur la population béninoise est très négligeable car un moins de deux habitants sur dix est un migrant

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a permis de retracer le profil migratoire des enquêtés. Dans l'ensemble, 86,9% de la population n'ont jamais quitté leur commune de résidence alors que 13,1% ont

effectué au moins une migration. Les hommes (88,1%) plus stable que les femmes (85,6%). La population non migrante est plus importante en milieu rural (92,4%) qu'en milieu urbain (80%) et encore plus qu'à Cotonou (71%).

Graphique 1.1: Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Le **Tableau 1.1** ci-dessous présente les résultats obtenus en fonction des départements, le sexe et le niveau d'instruction.

S'agissant de la population migrante (13,1%), elle constituée à 11,3% des migrants internes et de 1,8% de migrants internationaux.

L'impact de la migration interne sur le peuplement des départements est important dans l'Atlantique (24,6%), du Littoral qui n'est rien d'autre que Cotonou (24,1%), le Borgou (17,6%) et de

l'Ouémé (13,4%). selon le sexe, les femmes (12,7%) migrent plus les hommes (10%). enfin les personnes ayant un niveau d'instruction au moins de secondaire migrent plus (secondaire (20,5%) et le supérieur (43%).

Pour la migration internationale, seulement 1,8% de la population provient de l'extérieur du pays et

les migrants internationaux aiment s'installer dans les départements de la Donga (2,6%), du Littoral/Cotonou (4,9%) et du Mono (2,4%). Ils préfèrent également s'installer en milieu urbain (2,7%) et sont constitués des personnes ayant le niveau du secondaire (2,3%) et du supérieur (4,2%).

Tableau 1.1: Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon la région, le milieu de résidence, le sexe, groupe d'âges et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Bénin, 2018

Groupe d'âges	Profil migratoire				Total	Effectif
	Non migrant	Migration interne	Migration internationale	Ens. migrant		
Département						
Alibori	96,0	2,8	1,2	4,0	100,0	1 001 432
Atacora	92,3	5,6	2,1	7,7	100,0	892 643
Atlantique	73,4	24,6	2,1	26,6	100,0	1 603 439
Borgou	80,7	17,3	2,0	19,3	100,0	1 400 059
Collines	91,3	7,6	1,2	8,7	100,0	832 237
Couffo	93,2	5,9	0,9	6,8	100,0	860 434
Donga	92,0	5,4	2,6	8,0	100,0	627 010
Littoral	71,0	24,1	4,9	29,0	100,0	787 890
Mono	93,0	4,6	2,4	7,0	100,0	574 673
Ouémé	84,6	13,4	2,0	15,4	100,0	1 271 424
Plateau	95,5	4,0	0,5	4,5	100,0	719 159
Zou	96,6	3,2	0,2	3,4	100,0	983 096
Milieu de résidence						
Urbain	80,0	17,4	2,7	20,0	100,0	5 151 106
Rural	92,4	6,5	1,1	7,6	100,0	6 402 387
Sexe						
Homme	88,1	10,0	1,9	11,9	100,0	5 739 208
Femme	85,6	12,7	1,7	14,4	100,0	5 814 285
Niveau d'instruction						
Aucun	89,7	8,4	1,9	10,3	100,0	5 607 275
Primaire	87,1	11,2	1,7	12,9	100,0	2 895 837
Secondaire	77,2	20,5	2,3	22,8	100,0	1 808 222
Supérieur	52,8	43,0	4,2	47,2	100,0	298 876
Bénin	86,9	11,3	1,8	13,1	100,0	11 553 493

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.1.2. Principales caractéristiques des migrants

Les résultats du **Tableau 1.2** permettent de mieux cerner les principales caractéristiques des personnes de 15 ans et plus, ayant quitté leurs ménages respectifs au Bénin au cours des 5 dernières années pour s'installer à l'étranger pendant six mois ou plus.

Dans l'ensemble, sur 10 émigrants qui ont quitté le Bénin pour s'installer à l'étranger, 7 émigrants sont

issus milieu rural (70,2%) et 3 émigrants du milieu urbain (29,8%) dont moins de 1 de Cotonou (4,3%). Quel que soit la caractéristique considérée, la majorité des émigrants ont quitté le milieu rural à l'exception des personnes ayant atteint le niveau du supérieur pour lesquelles le point de départ est le milieu urbain (93,3%).

Tableau 1.2: Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon le milieu de résidence, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	Milieu de résidence					Effectif
	Cotonou	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Total	
Sexe						
Masculin	3,3	25,8	29,0	71,0	100,0	54 219
Féminin	9,1	24,1	33,2	66,8	100,0	12 121
Groupe d'âges						
15-24 ans	2,4	22,0	24,4	75,6	100,0	41 661
25-34 ans	4,4	35,6	40,0	60,0	100,0	14 481
35-64 ans	11,6	30,1	41,7	58,3	100,0	8 480
65 ans et Plus	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	168
Niveau d'instruction						
Aucun	1,1	21,1	22,3	77,7	100,0	24 347
Primaire	1,0	15,2	16,2	83,8	100,0	18 273
Secondaire	6,1	36,4	42,5	57,5	100,0	13 130
Supérieur	31,7	61,6	93,3	6,7	100,0	5 117
Bénin	4,3	25,4	29,8	70,2	100,0	66 340

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants

La migration internationale s'effectue pour diverses raisons avec des ampleurs variables.

Le **Tableau 1.3** présente le motif de départ pour l'extérieur selon certaines caractéristiques sociodémographiques.

De l'analyse de ce tableau, il ressort que deux raisons principales amènent certains Béninois à migrer. Il s'agit de la recherche de l'emploi (77,3%) et des études (8,9%).

Si l'analyse des motifs selon le sexe confirme l'ordre ci-dessus relevé tant au niveau des hommes (la recherche de l'emploi : 83,5%, suivie des études : 5,7%) que des femmes (la recherche de l'emploi : 50,5%, les études : 23,3%), un troisième motif important apparaît pour les

femmes. Il s'agit de la raison du regroupement familial (12,4%).

Quel que soit l'âge des migrants, c'est la recherche de l'emploi qui constitue le motif principal de migration internationale.

Selon le niveau d'instruction, si les deux motifs (recherche de l'emploi et l'étude) restent les principaux, l'ordre varie lorsqu'il s'agit des personnes ayant le niveau du supérieur. Le premier motif de migration chez les cadres est l'étude (74%) et le second motif, la recherche de l'emploi (13,2%).

Tableau 1.3: Principaux motifs de la migration interne selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques et destination	Principale raison de départ pour l'extérieur							Total	Effectif
	Etudes	Regroupement familial	Affectation de travail	Recherche d'emploi	Problème de santé	Autre raison	Ne sait pas		
Sexe									
Masculin	5,7	0,7	1,4	83,5	0,0	7,5	1,2	100,0	54 219
Féminin	23,3	12,4	0,0	50,5	0,0	11,4	2,4	100,0	12 121
Groupe d'âges									
15-24 ans	10,4	2,7	0,0	77,8	0,0	8,8	0,4	100,0	41 661
25-34 ans	9,9	3,5	0,3	76,1	0,0	5,3	2,1	100,0	14 481
35-64 ans	1,9	0,0	0,4	78,3	0,0	9,8	5,9	100,0	8 480
65 ans et Plus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100	0,0	100,0	168
Niveau d'instruction									
Aucun	0,0	3,2	1,7	89,7	0,0	5,4	0,0	100,0	24 347
Primaire	3,7	3,3	0,0	90,9	0,0	1,1	0,1	100,0	18 273
Secondaire	12,7	0,0	0,0	69,7	0,0	16,5	1,2	100,0	13 130
Supérieur	74,0	0,0	7,1	13,2	0,0	5,7	0,0	100,0	5 117
Ne sait pas	0,0	9,7	0,0	50,4	0,0	28,0	11,9	100,0	5 474
Bénin	8,9	2,9	1,2	77,3	0,0	8,2	1,5	100,0	65 026

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.1.4. Eléments Confort du logement

L'évaluation du bien-être non monétaire repose l'identification essentiellement de certaines caractéristiques de l'habitat à savoir la source d'approvisionnement en eau, le mode d'éclairage, le type d'aisance et de bien d'autres. La combinaison de toutes ces variables permettent de calculer un indice de bien-être. Comme l'indique les résultats du **Tableau 1.4**:

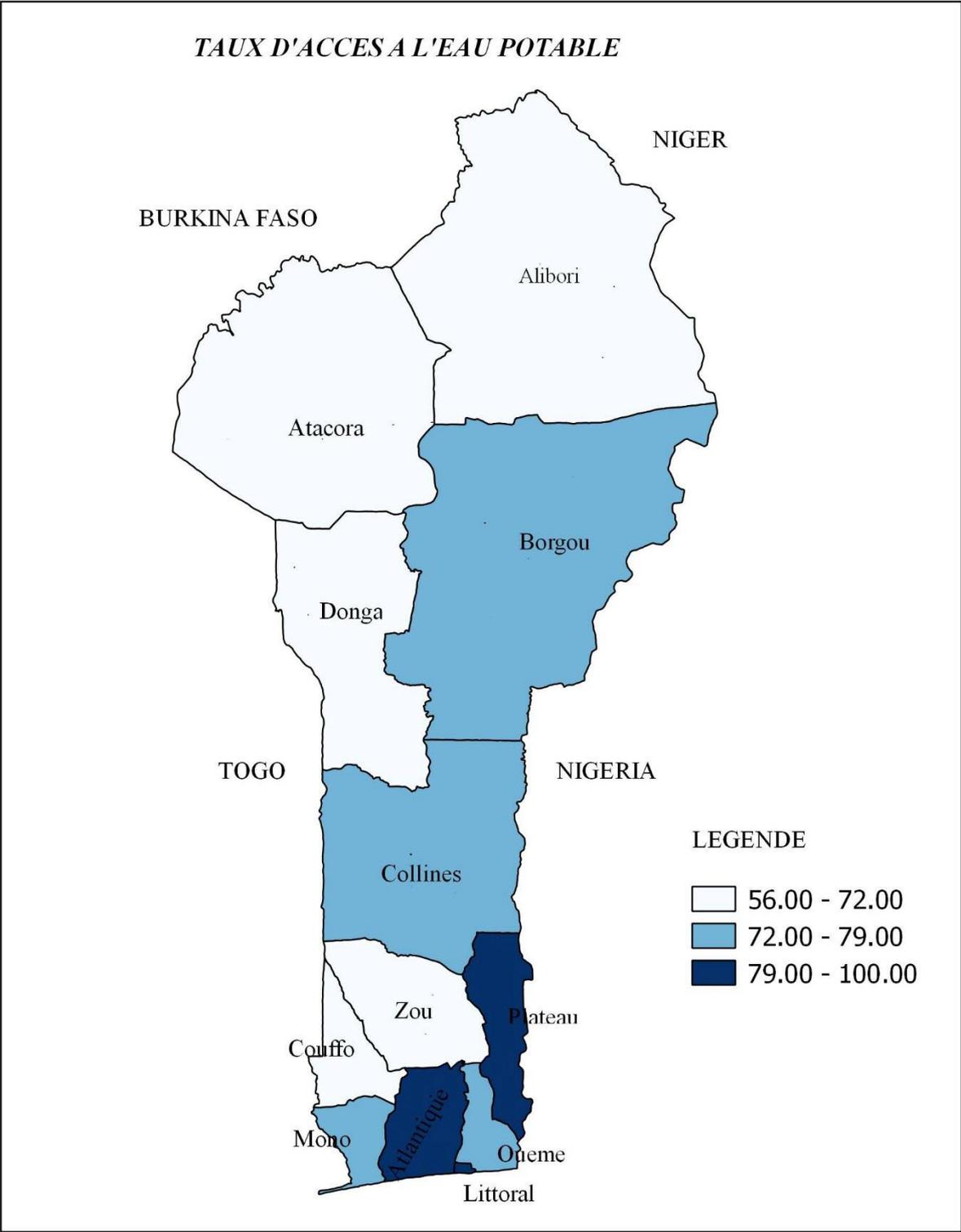
Des efforts ont été fournis en matière d'accès universel à l'eau potable au Bénin. L'eau potable est assurée pour 75,5% de la population au niveau national. Si l'universalité d'accès à l'eau potable est assurée dans la ville de Cotonou (99,5%), des efforts importants restent à fournir dans les départements de l'Alibori (59,3%), de l'Atacora (66,7%), du Couffo (56,3%) et des autres départements où le niveau est supérieur à 70%.

En matière de source d'éclairage, 50,9% de la population ont accès à l'électricité et à Cotonou, elle est 94,8%. Des efforts restent à fournir pour donner de l'électricité aux autres départements, comme l'Atacora (39,7%), du Couffo (25,5%), du Mono (36,2%), du Plateau (39,2%) et du Zou (39,7%).

Les combustibles propres pour la cuisson restent inaccessibles aux populations, seulement un peu plus de quatre ménages sur dix (4,4%) utilisent. Cette rareté d'utilisation des combustibles est généralisée dans tous les milieux de résidence et dans tous les départements, même à Cotonou qui le taux le plus élevé (20,9%) d'utilisation des combustibles propres.

Sur le plan de l'assainissement, l'accès de la population aux latrines reste faible. En effet, seulement 38,4% de la population disposent des latrines et à Cotonou, elle est de 92,3%. La rareté des latrines est très prononcée dans plusieurs départements comme l'Alibori (20,2%), l'Atacora (15,6%), les Collines (27,4%), le Couffo (27,4%), la Donga (22,3%) et le Zou (34,6%).

Carte 1.1: Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Tableau 1.4: Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, Bénin, 2018

Département et milieu de résidence	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable [1]	Proportion de la population ayant accès à des latrines [2]	Proportion de la population ayant accès à l'électricité [3]	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson [4]
Département				
Alibori	59,3	20,2	55,2	0,7
Atacora	66,7	15,6	39,7	0,8
Atlantique	85,2	58,4	50,1	9,3
Borgou	76,5	30,1	56,5	2,4
Collines	77,6	17,7	49,8	0,4
Couffo	56,3	27,4	25,5	0,7
Donga	64,3	22,3	48,8	1,7
Littoral	99,5	92,3	94,8	20,9
Mono	77,5	30,0	36,2	4,1
Ouémé	78,3	55,7	65,2	5,6
Plateau	89,2	38,5	39,2	2,3
Zou	71,8	34,6	39,7	1,7
Milieu de résidence				
Cotonou	99,5	92,3	94,8	20,9
Autres urbains	77,6	57,5	64,4	6,5
Ens. urbain	81,0	62,9	69,3	8,7
Rural	71,2	18,9	35,3	1,0
Bénin	75,5	38,4	50,9	4,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

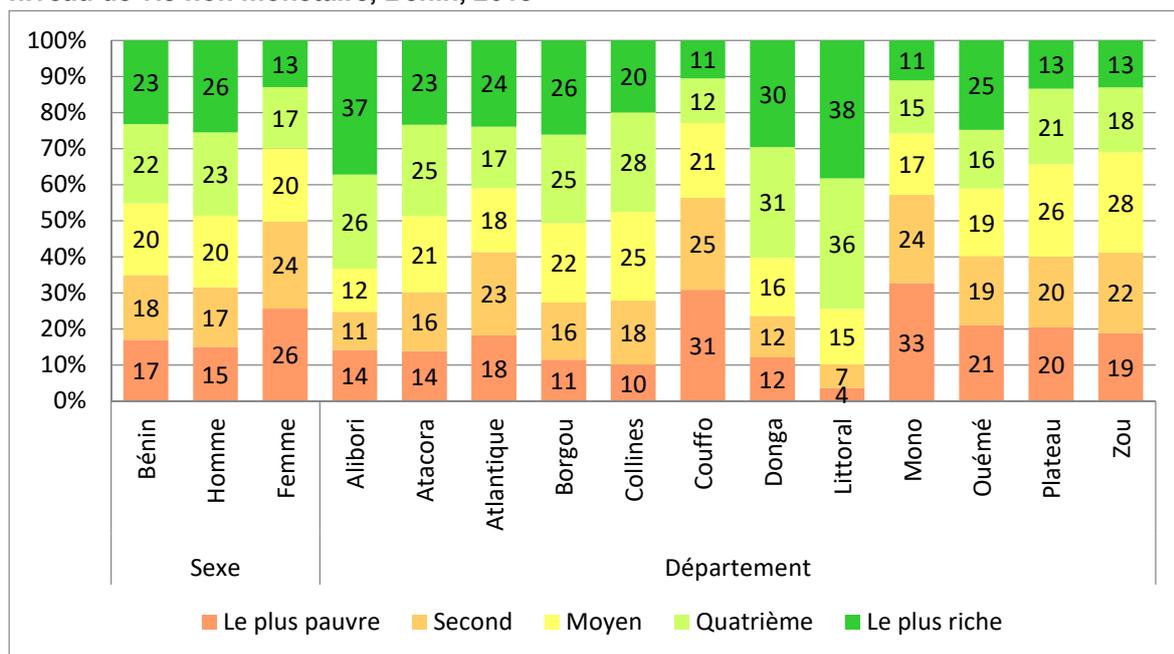
L'indicateur de niveau de vie non monétaire construit entre autre à partir de ces caractéristiques montre une distribution (**Graphique 1.2**) plus étalée vers la classe moyenne et les quintiles les plus riches.

Il ressort de l'analyse des résultats que 23,0% des ménages au Bénin font partie du quintile le plus riche, contre 17,0% du quintile le plus pauvre.

Les ménages dirigés par les hommes sont plus représentés au niveau du quintile le plus riche (26,0%) alors que ce sont les ménages à la charge des femmes qui sont les mieux représentés dans le quintile le plus pauvre (26,0%).

Selon le milieu de résidence, les ménages dirigés par les hommes sont plus représentés dans le quintile le plus riche dans les cinq départements ci-après par ordre d'importance. Il s'agit du Littoral (38,0%), de l'Alibori (37,0%), du Borgou (26,0%), de l'Ouémé (25,0%), l'Atlantique (24,0%). Au moment où les ménages dirigés par les femmes sont les plus nombreux dans le quintile le plus pauvre des départements du Mono (33,0%) et du Couffo (31,0%).

Graphique 1.2: Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.2. Scolarisation et alphabétisation

L'objectif 4 des ODD qui est celui d'obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens et le développement durable. Outre l'amélioration de leur qualité de vie, l'accès à une éducation inclusive et équitable peut aider à doter les populations locales des outils nécessaires pour développer des solutions innovantes aux plus grands problèmes du monde. Cette section traite de la fréquentation scolaire, de la scolarisation des enfants, de la progression scolaire, de la déperdition scolaire et de l'alphabétisation des adultes.

1.2.1. La scolarisation et l'éducation

Les résultats de l'enquête montre qu'au Bénin, plus de 5 personnes sur 10 (52,8%) n'ont aucun niveau d'instruction contre 3 sur 10 qui ont le niveau primaire (27,3%), 2 sur 10 qui ont fait le cours secondaire (17%) et moins de 1 personne sur dix a fréquenté une université (2,8%). De façon générale, les pourcentages des personnes instruites diminuent au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente.

En se référant au tableau, le département du Littoral qui possède le plus fort pourcentage de personnes scolarisées quel que soit le niveau d'instruction pris : primaire (33,2%), secondaire (33,4%), supérieur (10,9%) à l'opposé du département de l'Alibori qui détient le plus faible pourcentage; primaire (11,3%), secondaire (6,3%), supérieur (0,3%).

L'analyse selon le genre indique que quel que soit le niveau d'instruction considéré, les

femmes sont moins instruites que les hommes. En effet, 59,4% des femmes n'ont aucun niveau d'instruction contre 46,3% des hommes. Par ailleurs, on constate que 24,9% des femmes contre 29,9% des hommes ont le niveau primaire, 14,2% des femmes contre 19,9% d'hommes ont le niveau secondaire et 1,5% des femmes contre 4,1% d'hommes ont le niveau supérieur.

Enfin, la proportion de la population sans aucun niveau d'instruction est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (62,7% contre 40,7%).

Tableau 1.5: Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d' instruction, Bénin, 2018

	Niveau instruction				Total	Effectif
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur		
Département						
Alibori	82,1	11,3	6,3	0,3	100,0	1 001 432
Atacora	65,8	22,6	10,5	1,1	100,0	892 643
Atlantique	39,6	32,9	22,6	4,9	100,0	1 603 439
Borgou	60,1	21,7	15,6	2,7	100,0	1 400 059
Collines	47,6	32,7	18,4	1,3	100,0	832 237
Couffo	54,7	30,3	13,6	1,3	100,0	860 434
Donga	59,6	27,8	11,1	1,5	100,0	627 010
Littoral	22,6	33,2	33,4	10,9	100,0	787 890
Mono	43,3	33,1	20,8	2,7	100,0	574 673
Ouémé	41,6	32,8	22,3	3,3	100,0	1 271 424
Plateau	57,3	28,2	13,3	1,3	100,0	719 159
Zou	63,8	22,5	12,5	1,1	100,0	983 096
Milieu de résidence						
Cotonou	22,6	33,2	33,4	10,9	100,0	787 890
Autres urbains	44,1	29,5	22,3	4,2	100,0	4 363 216
Ens. urbain	40,7	30,1	24,0	5,2	100,0	5 151 106
Rural	62,7	25,0	11,4	0,9	100,0	6 402 387
Sexe						
Homme	46,3	29,7	19,9	4,1	100,0	5 739 208
Femme	59,4	24,9	14,2	1,5	100,0	5 814 285
Bénin	52,8	27,3	17,0	2,8	100,0	11 553 493

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.2.2. Taux de scolarisation

L'universalité de la scolarisation telle que préconisée dans le primaire est loin d'être atteinte et aussi, des efforts restent à fournir pour maintenir les élèves à l'école au secondaire.

L'éducation est un moyen de donner aux enfants comme aux adultes la possibilité de devenir participants actifs de la transformation des sociétés dans lesquelles ils vivent. Cette nécessité de l'éducation pour un développement durable a été mise en lumière dans les ODD à travers l'objectif 4.1 « D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile ».

Les résultats du **Tableau 1.6** montrent que l'universalité de la scolarisation telle que préconisée dans le primaire est loin d'être atteinte et aussi, des efforts restent à fournir pour maintenir les élèves à l'école au secondaire.

Au niveau de l'enseignement primaire au Bénin, près de 7 enfants sur 10 en âge de fréquenter l'école sont scolarisés (68,8%), avec peu de différence selon le sexe : les filles à 69,4% et les

hommes à 68,2%. En considérant le milieu de résidence, Cotonou (93,4%) est en tête avec 9 enfants sur 10 scolarisés, en seconde position les autres milieux urbains (77,8%) et enfin le milieu rural (61%). Selon les départements, ce sont dans les départements du nord (Alibori avec 30,8%, l'Atacora avec 51,1%, le Borgou avec 56%) et dans une moindre mesure le Couffo (61,4%) que le taux de fréquentation au primaire est le plus faible.

Au niveau de l'enseignement secondaire, près de 4 enfants sur 10 de 12 à 18 ans (37,7%) sont effectivement au secondaire au Bénin. Comme, dans le cas de l'enseignement primaire, l'analyse des résultats tenant compte du milieu de résidence, place Cotonou en tête (66%), suivi des autres milieux urbains (48,3%) et du milieu rural (28,5%). A l'opposé de l'enseignement primaire, une disparité selon le sexe s'observe avec 40,8% des hommes qui sont scolarisés contre 34,1% des femmes au niveau national. Une analyse selon le

département, révèle également une disparité dans l'Alibori, l'Atacora, la Donga et le Borgou où les taux net de scolarisation au secondaire sont respectivement de 17,1%, 25,7%, 22,5% et

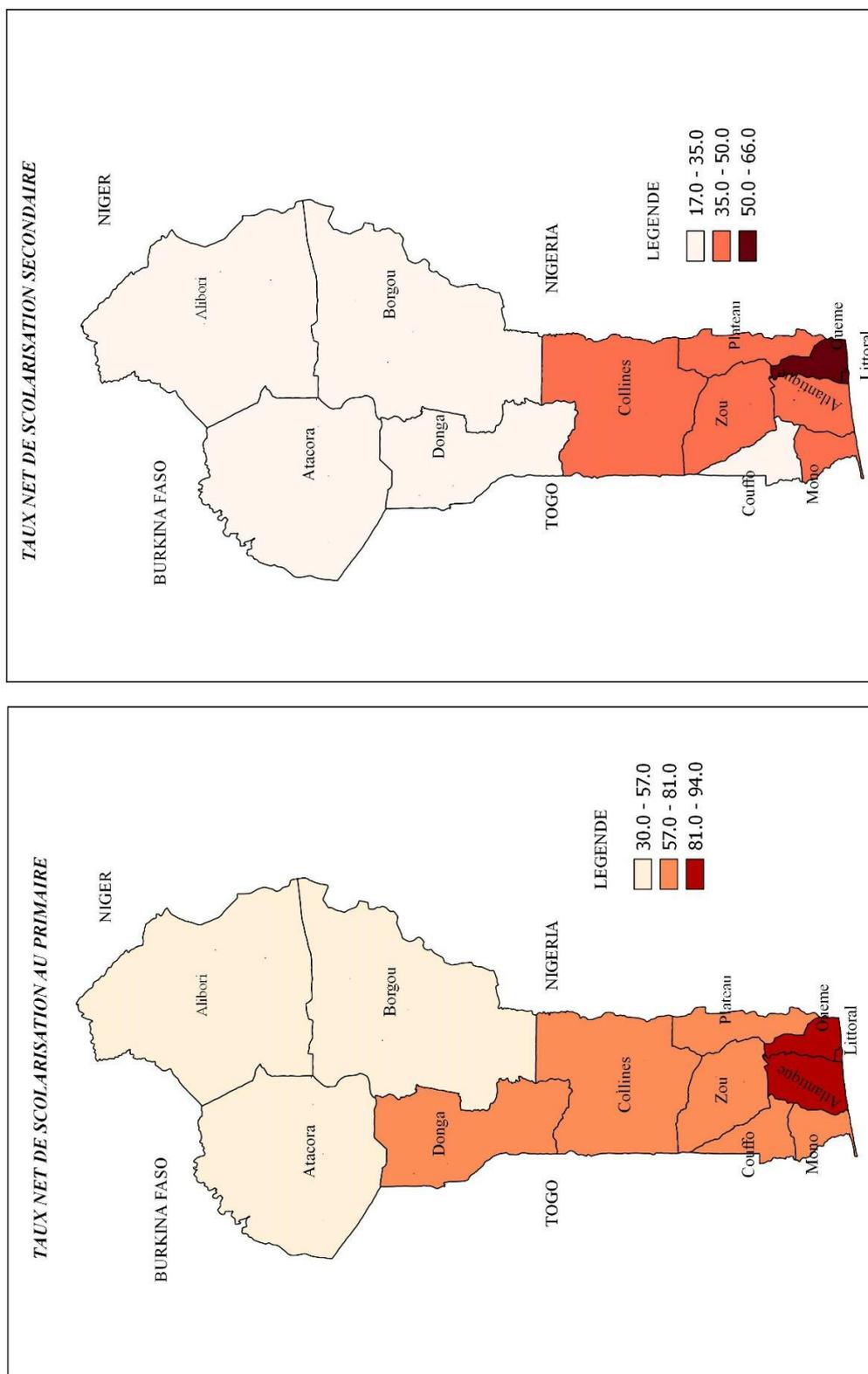
33,4%. Dans le Sud, le département du Couffo affiche aussi un faible taux de scolarisation au secondaire (27,0%).

Tableau 1.6: Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe et la résidence, Bénin, 2018

Département/Milieu de résidence	Taux net de scolarisation au primaire ajusté			Taux net de scolarisation au secondaire		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Département						
Alibori	29,5	32,6	30,8	17,1	17,2	17,1
Atacora	52,0	50,1	51,1	27,3	23,8	25,7
Atlantique	86,7	81,0	84,0	55,3	39,9	47,6
Borgou	54,8	57,2	56,0	33,6	33,1	33,4
Collines	78,3	74,0	76,2	42,6	30,9	37,1
Couffo	65,3	57,3	61,4	31,9	21,2	27,0
Donga	70,6	71,6	71,1	23,9	20,6	22,5
Littoral	93,8	93,1	93,4	67,6	64,4	66,0
Mono	81,7	78,8	80,3	41,5	35,0	38,6
Ouémé	84,6	86,0	85,3	53,9	46,8	50,5
Plateau	77,5	72,3	75,2	39,6	30,9	35,7
Zou	78,0	71,6	75,0	42,6	31,5	37,0
Milieu de résidence						
Cotonou	93,8	93,1	93,4	67,6	64,4	66,0
Autres urbains	77,5	78,0	77,8	49,2	41,5	45,5
Ens. urbain	79,5	80,0	79,7	51,6	44,8	48,3
Rural	62,3	59,6	61,0	31,9	24,6	28,5
Bénin	69,4	68,2	68,8	40,8	34,1	37,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Carte 1.2 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.2.3. L'alphabétisation des adultes

L'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire une phrase dans une langue quelconque.

Le taux d'alphabétisation (**Tableau 1.7**) se rapportant à la population âgée de 15 ans ou plus s'établit à 41,7% au niveau national dont 2,5% alphabétisés en langue nationale et 40,7% en français. Il présente des disparités notables selon le sexe (ce taux est de 52,3% pour les hommes et 32,1% pour les femmes), le milieu de résidence (près de six personnes sur dix (56,2%) en milieu urbain sont alphabétisées alors que c'est moins de

trois personnes sur dix (28,9%) qui le sont en milieu rural). selon les départements, sept départements sur douze ont un niveau d'alphabétisation largement inférieur au seuil national: il s'agit des quatre départements du nord dont le taux d'alphabétisation varie entre 14,1% pour l'Alibori à 35% pour la Donga, des départements du Couffo (36,8%), du Plateau (31,3%) et du Zou (28,3%).

Tableau 1.7: Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe et milieu de résidence, Bénin, 2018

Département et taux d'alphabétisation		Homme	Femme	Urbain	Rural	Total
Alibori	Taux alphabétisation en langue nationale	0,7	0,2	0,6	0,4	0,4
	taux alphabétisation en français	17,6	9,0	23,6	9,8	13,1
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	19,0	9,7	25,3	10,5	14,1
Atacora	Taux alphabétisation en langue nationale	1,2	0,4	1,3	0,5	0,8
	taux alphabétisation en français	35,8	19,4	34,6	22,9	27,5
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	36,6	19,8	35,8	23,2	28,1
Atlantique	Taux alphabétisation en langue nationale	1,7	0,2	1,4	0,5	0,9
	taux alphabétisation en français	68,4	45,4	69,4	44,2	56,1
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	68,4	45,5	69,4	44,3	56,2
Borgou	Taux alphabétisation en langue nationale	1,6	0,5	1,7	0,5	1,1
	taux alphabétisation en français	41,6	27,9	53,7	17,8	34,7
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	42,1	28,0	53,9	18,1	35,0
Collines	Taux alphabétisation en langue nationale	4,6	2,0	4,0	2,9	3,2
	taux alphabétisation en français	56,5	32,2	54,9	38,9	43,6
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	57,7	32,9	56,0	39,8	44,5
Couffo	Taux alphabétisation en langue nationale	2,2	0,3	1,0	1,2	1,1
	taux alphabétisation en français	52,2	23,6	51,7	30,6	36,3
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	53,0	23,8	51,9	31,2	36,8
Donga	Taux alphabétisation en langue nationale	6,0	2,9	6,8	2,7	4,4
	taux alphabétisation en français	40,9	21,8	37,7	26,0	30,9
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	45,4	24,5	43,2	28,2	34,4
Littoral	Taux alphabétisation en langue nationale	6,0	3,3	4,6		4,6
	taux alphabétisation en français	88,0	66,5	76,8		76,8
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	88,3	66,9	77,2		77,2
Mono	Taux alphabétisation en langue nationale	2,3	1,9	2,8	1,4	2,1
	taux alphabétisation en français	65,1	37,2	55,9	45,9	51,1
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	65,3	37,9	56,3	46,4	51,5
Ouémé	Taux alphabétisation en langue nationale	3,2	2,1	2,7	2,4	2,6
	taux alphabétisation en français	60,2	38,0	54,6	38,0	48,5
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	61,3	38,7	55,7	38,5	49,4
Plateau	Taux alphabétisation en langue nationale	2,7	1,9	3,1	1,5	2,3
	taux alphabétisation en français	42,3	19,1	41,1	19,5	29,8
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	43,8	20,6	42,7	20,9	31,3
Zou	Taux alphabétisation en langue nationale	8,6	7,3	11,1	6,2	7,9
	taux alphabétisation en français	33,4	17,4	34,4	20,2	24,9
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	36,3	21,3	38,6	23,2	28,3
Bénin	Taux alphabétisation en langue nationale	3,3	1,8	3,3	1,8	2,5
	taux alphabétisation en français	51,2	31,2	55,1	28,0	40,7
	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	52,3	32,1	56,2	28,9	41,7
Effectif		2 936 926	3 254 392	2 903 292	3 288 025	6 191 317

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.3. Caractéristiques socioéconomiques de la population

Cette section est consacrée à la présentation des résultats concernant la sous-utilisation de la main d'œuvre, le marché du travail, la structure et la dynamique des emplois.

1.3.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre

Le taux de chômage est un des indicateurs des tensions sur le marché du travail, qui marque le déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi.

Le **Tableau 1.8** contient les indicateurs de la sous-utilisation de la main d'œuvre selon les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés, le niveau d'instruction, le milieu de résidence et le département.

Le taux de chômage au sens du BIT est 2,3% au Bénin et les taux les plus élevés s'observent chez les personnes ayant atteint le niveau supérieur (8,4%), les personnes de 15-24 ans (5%), les résidents à Cotonou (4,6%) et dans le département du Couffo (5,8%).

Le taux combiné du chômage et du sous-emploi lié à la durée du travail est estimé à 10,8% de la main d'œuvre et celui du taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle est de 9,7%. Ces taux sont plus importants chez les femmes respectivement 12,5% et 12,0%), à Cotonou (13,8% et 10,6%), chez les personnes de 15-34 ans (13,7% et 15,2%), dans les

départements du Couffo (15,7% et 16,5%), de la Donga (13,5% et 11,6%) et du Mono (13,2% et 16,8% respectivement).

Le taux de sous-utilisation de la main œuvre est de 17,6%. Il est de 21,3% chez les femmes et de 13,4% chez les hommes. Cette sous-utilisation frappe plus les jeunes générations, notamment les jeunes de 15-34 ans (15-24 ans (33,2%) et les 25-34 ans (20%)). Ce sont les personnes les plus instruites qui sont exposés au sous-emploi. Il est de 22,4% et 23,9% respectivement chez les personnes ayant le niveau secondaire et le supérieur.

Tableau 1.8: Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	Taux de chômage BIT [1]	Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage		Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle		Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre	
		Effectif				Effectif	
Sexe							
Homme	2,3	9,2	1 993 196	7,5	14,1	2 104 767	
Femme	2,3	12,5	1 840 459	12,0	21,3	2 038 767	
Groupe d'âges							
15 - 24 ans	5,0	15,0	427 180	25,2	33,2	538 090	
25 - 34 ans	2,9	13,1	1 062 553	10,6	20,0	1 152 771	
15 - 34 ans	3,5	13,7	1 489 734	15,2	24,2	1 690 861	
35 - 44 ans	1,3	9,0	1 015 057	5,1	12,5	1 056 041	
45 - 54 ans	1,2	8,0	653 020	4,1	10,7	670 891	
55 - 64 ans	1,4	9,2	311 047	3,6	11,2	318 007	
65 ans et plus	1,0	7,7	189 655	1,9	8,5	191 183	
Niveau d'instruction							
Aucun	1,5	10,0	2 333 015	7,4	15,3	2 475 682	
Primaire	1,5	10,8	605 652	7,9	16,6	646 306	
Secondaire	3,4	12,4	588 369	14,4	22,4	662 626	
Supérieur	8,4	14,1	171 649	18,8	23,9	193 356	
Milieu de résidence							
Cotonou	4,6	13,8	302 422	10,6	19,2	322 508	
Autres urbains	2,9	11,9	1 426 117	11,8	20,0	1 566 246	
Ens. urbain	3,2	12,2	1 728 538	11,6	19,9	1 888 754	
Rural	1,5	9,6	2 105 117	8,2	15,8	2 254 780	
Département							
Alibori	0,8	7,3	201 329	8,7	14,7	218 536	
Atacora	0,9	7,2	269 738	6,0	11,9	284 327	
Atlantique	1,8	7,9	581 947	10,0	15,6	633 224	
Borgou	1,3	6,7	332 262	11,4	16,2	369 321	
Collines	1,6	10,5	315 831	5,4	13,9	328 084	
Couffo	5,8	15,7	317 306	16,5	25,3	356 522	
Donga	3,1	13,5	177 961	11,6	21,1	194 757	
Littoral	4,6	13,8	302 422	10,6	19,2	322 508	
Mono	3,7	13,2	175 205	16,8	25,1	201 239	
Ouémé	2,7	16,4	481 869	10,6	23,2	523 485	
Plateau	0,5	11,2	286 408	6,2	16,3	303 224	
Zou	1,0	7,1	391 377	5,2	11,1	408 309	
Bénin	2,3	10,8	3 833 655	9,7	17,6	4 143 534	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] Indicateur ODD 8.5.2

1.3.2. Bilan de l'emploi

En Afrique et plus spécifiquement en Bénin, le secteur informel est le grand pourvoyeur de l'emploi. Le bilan de l'emploi (**Tableau 1.9**) se présente comme suit :

Dans l'ensemble on constate que la quasi-totalité des emplois principaux déclarés se retrouvent dans le secteur informel. En effet 95,3% des actifs travaillent principalement dans ce secteur contre 4,7% dans le secteur formel.

Lorsqu'on se situe dans le cas du secteur public, on s'attend à ce que la quasi-totalité des activités principales déclarées soient formelles, mais les résultats montrent que près de 24,4% de ces activités ont un caractère informel. Par contre dans le cas du secteur privé, la quasi-

totalité des activités principales déclarées ont un caractère informel, soit 99,3%. Dans le cadre des activités relatives aux ménages, les résultats indiquent que toutes ces activités ont un caractère informel.

Les données de l'enquête ont permis de répartir les activités principales déclarées selon le secteur institutionnel agricole et non agricole. En ce qui concerne le secteur institutionnel, les résultats mettent en exergue le caractère informel de l'emploi tant dans le secteur

institutionnel non agricole et le secteur institutionnel agricole (99,8%). Toutes les

activités principales exercées dans les ménages s'opèrent dans l'informel (100%).

Tableau 1.9: Bilan de l'emploi, Bénin, 2018

Caractéristiques de l'emploi	Activité principale			Effectif
	Emplois formels	Emplois informels	Total	
Secteur institutionnel non agricole				
Secteur public	75,5	24,5	100	197 467
Secteur privé	1,2	98,8	100	2 117 943
Ménages	0,0	100	100	13 267
Total	7,5	92,5	100	2 328 677
Secteur institutionnel agricole				
Secteur public	78,5	21,5	100	2 775
Secteur privé	0,0	100	100	1 394 943
Ménages	0,0	100	100	405
Total	0,2	99,8	100	1 398 124
Ensemble				
Secteur public	75,6	24,4	100	200 242
Secteur privé	0,7	99,3	100	3 512 886
Ménages	0,0	100	100	13 673
Total	4,7	95,3	100	3 726 801

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

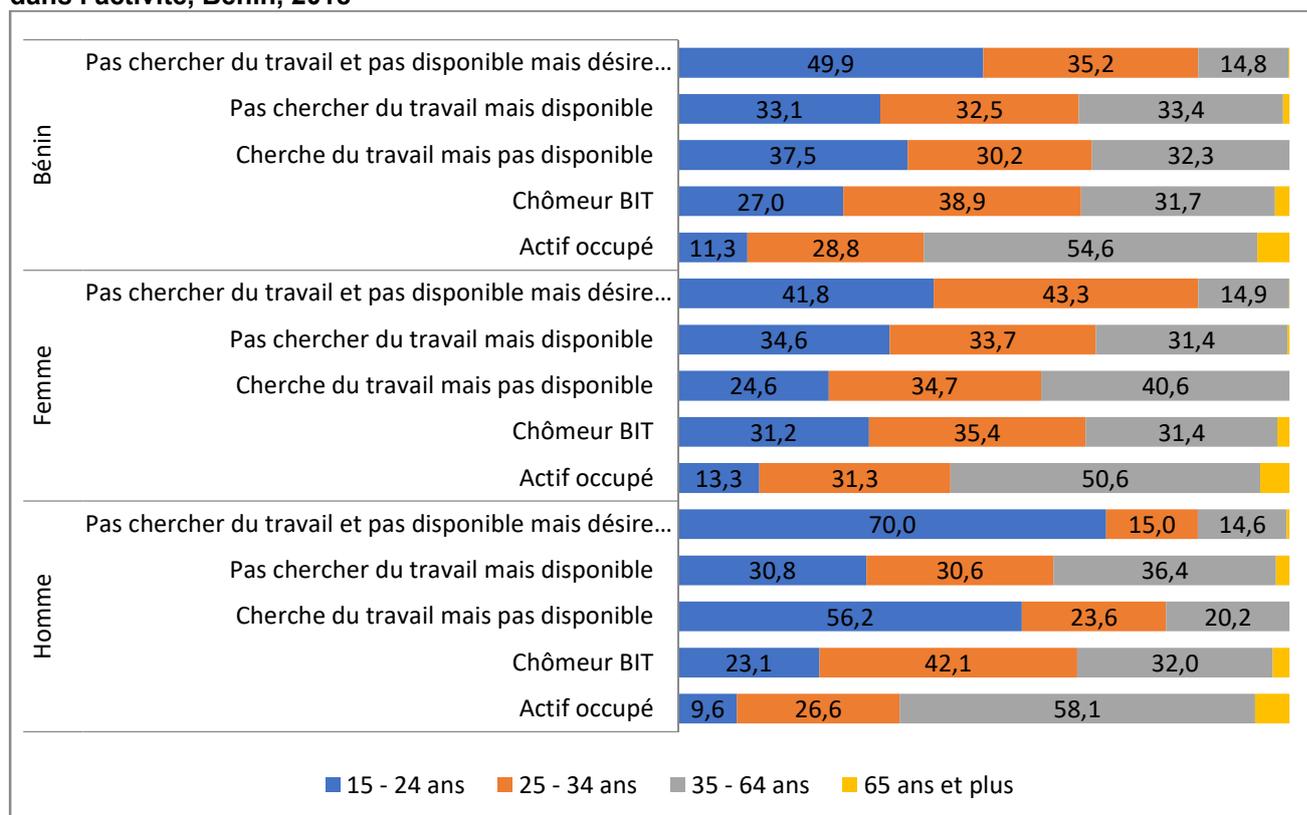
[1] Indicateur ODD 8.3.1

Le **Graphique 1.3** ci-dessous présente la structure de la population active de 15 ans ou plus du Bénin, selon la situation dans l'activité en 2018.

La population en âge de travailler est la frange de la population potentiellement active et la définition adoptée par les pays semble être plutôt celle de l'âge de la population qui travaille ou qui est sur le marché du travail. Pour des raisons de comparabilité des données, le calcul des indicateurs classiques du marché du travail sera effectué pour la classe d'âge de 15 ans et plus et des sous-classes de 15-24 ans, 25-34 ans, 35-64 ans et de 65 ans ou plus. La situation dans l'emploi (graphique 1.2) montre que :

- Les personnes de 35-64 ans constituent celles qui sont les plus actives occupées (54,6%) avec 50,6% chez les femmes et 58,1% chez les hommes. Elles sont suivies de celles de 25-34 ans (28,8%) dont les femmes sont 31,3% et les hommes (26,6%) ;
- Le chômage au sens du BIT frappe plus les jeunes et encore plus les femmes, notamment les personnes de 25-34 ans qui constituent 38,9% des chômeurs, dont 35,4% des femmes et 42,1% des hommes. Les personnes de 35-64 ans forment 31,7% des chômeurs ;
- Ce sont également ces jeunes qui déclarent être à la recherche du travail mais ne sont pas disponibles pour l'exercer. On retrouve 37,5% des jeunes de 15-24 ans (56,3% des hommes et 24,6% des femmes) et 32,3% des personnes âgées de 35-64 ans dont 40,6% des femmes et 20,2% des hommes ;
- Parmi les personnes se déclarant ne pas être à la recherche de travail mais sont disponibles à l'exercer si l'occasion se présente, toutes les classes d'âges adoptent cette attitude avec de proportions variables et des variations de comportement selon le sexe : les personnes de 35-64 ans avec 33,4% (femmes à 31,4% et hommes à 36,4%), les jeunes de 15-24 ans avec 33,1% (femmes à 34,6% et homme à 30,8%) et des à 32,4%.
- Enfin, ce sont toujours ces jeunes qui ne recherchent de travail et qui ne sont pas disponibles pour l'exercer lorsque l'occasion va se présenter, notamment les jeunes de 15-24 ans à 49,9% et des jeunes de 25-34 ans à 35,2%.

Graphique 1.3: Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Le marché de travail au Bénin est caractérisé par une vulnérabilité non négligeable de l'emploi et une frange des jeunes de 15-34 ans ni dans l'emploi ni dans l'éducation. Le **Tableau 1.10** nous permet d'avoir une idée sur les possibilités d'emploi sur le marché du travail togolais. Sa lecture nous montre que :

- ◆ Les personnes se retrouvant dans la vulnérabilité de l'emploi, c'est-à-dire les travailleurs pour propre compte et travailleurs familiaux représentent 84,1% des emplois. Les femmes (91,1%) sont plus vulnérables dans l'emploi que les hommes (71,9%) et cette vulnérabilité dans l'emploi frappe moins les personnes de 15-24 ans (76,8%), les personnes ayant atteint le niveau secondaire (65,2%) et du supérieur (31,8%) ;
- ◆ Les emplois disponibles représentent 60,5% de la population en âge de travailler (15 ans ou plus) et cette proportion est plus importante chez les hommes (67,3%). Cette proportion est plus faible chez les personnes ayant atteint le secondaire (47,4%) et le supérieur (57,4%), les personnes de 15-24 ans (27,6%) et de 65 ans ou plus (41,9%) et dans les départements de de l'Alibori (40,8%), du Borgou (45,3%), de la Donga (56,1%), du Littoral/Cotonou (56,9%) et du Mono (54,1%) ;
- ◆ Le taux d'emploi précaire est de 24,2% et cette précarité de l'emploi est moins marquante dans les départements de l'Atlantique (10,2%), du Borgou (13,3%) et de la Donga (13,9%), dans le milieu rural (18,6%), chez les personnes de 65 ans ou plus (14,4%) et celles n'ayant aucun niveau d'instruction (18,8%) ;
- ◆ Le taux de pluriactivité ou la proportion de la population exerçant au moins deux activités est de 12,6%. Par rapport au niveau national, les hommes sont plus concernés (14,3%) et les taux de pluriactivité les plus faibles sont observés chez les personnes ayant atteint le supérieur (8%), les personnes de 15-24 ans (9,1%) et de 65 ans ou plus (10,8%), celles résidant à Cotonou (3,9%), dans les départements de l'Alibori (9,5%), de

- l'Atacora (8,2%), du Borgou (7,1%), du Mono (6,7%) et du ZOU (4,8%) ;
- ◆ Une part non négligeable des jeunes de 15-24 ans ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi (34,5), notamment les femmes (40,6%), les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (43,9%) et du primaire (43,9%), celles des départements de l'Alibori (58,2%), du Borgou (48,9%) et de la Donga (49,5%) ;
 - ◆ Le taux de salarisation dans le secteur non agricole est de 20,8%. Par rapport au niveau national, il est plus important chez les hommes (34,3%), chez les personnes ayant atteint au moins le secondaire (36,6% pour le secondaire et 72,9% pour le supérieur), en milieu urbain (28,8%) dont à Cotonou (34,9%), dans les départements de l'Ouémé (19,6%) et l'Atlantique (19,0%).

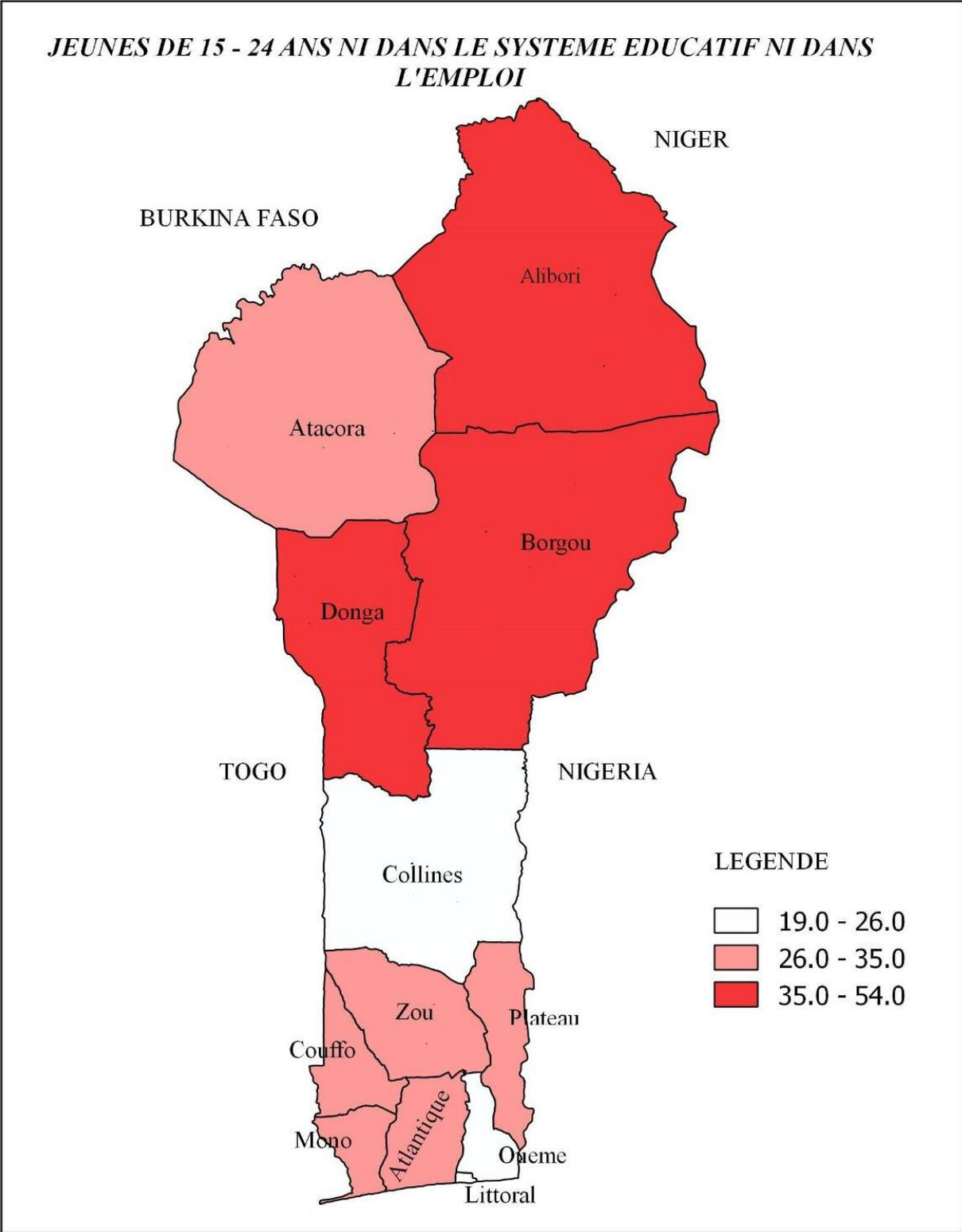
Tableau 1.10: Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	Ratio emploi/population des 15 ans et plus	Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux	Taux des emplois précaires	Taux de pluriactivité	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi [1]	Taux de salarisation dans le secteur non agricole
Sexe						
Homme	65,4	77,7	20,5	14,2	27,5	34,3
Femme	56,0	91,1	21,9	10,7	40,6	9,7
Niveau d'instruction						
Aucun	66,0	92,8	18,8	13,3	58,2	9,4
Primaire	68,0	83,8	21,5	13,7	43,9	17,1
Secondaire	47,4	65,2	27,6	10,3	21,3	36,6
Supérieur	57,4	31,8	25,8	8,0	17,1	72,9
Groupe d'âges						
15-24 ans	27,6	76,8	39,7	9,1	34,5	25,0
25-64 ans	75,3	84,7	18,9	13,1	—	21,2
65 ans et Plus	41,9	92,5	14,4	10,8	—	11,0
Milieu de résidence						
Cotonou	56,9	63,3	34,7	3,9	23,9	34,9
Autres urbains	57,8	79,2	22,2	11,9	33,1	22,8
Ens. urbain	57,7	76,4	24,4	10,6	31,6	28,8
Rural	63,1	90,3	18,6	14,2	37,2	14,5
Département						
Alibori	40,8	91,2	23,2	9,5	53,5	16,3
Atacora	59,3	94,2	21,9	32,5	32,8	12,4
Atlantique	64,2	81,8	10,2	8,2	31,5	19,0
Borgou	45,3	82,8	13,3	7,1	48,9	28,7
Collines	71,1	86,8	24,3	20,7	19,8	19,7
Couffo	67,2	90,4	23,7	20,3	29,5	16,6
Donga	56,1	88,5	13,9	11,6	49,5	18,0
Littoral	56,9	63,3	34,7	3,9	23,9	34,9
Mono	54,1	80,7	19,8	6,7	32,3	22,3
Ouémé	67,8	77,7	28,1	14,2	26,0	19,6
Plateau	75,8	90,8	19,7	14,6	34,1	13,2
Zou	69,1	88,9	24,2	4,8	33,9	16,7
Benin	60,5	84,1	21,2	12,6	34,5	20,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] Indicateurs ODD 8.6.1

Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Il est généralement admis qu'il existe une forte corrélation entre le niveau d'études et celui du salaire perçu. L'analyse des données issue de cette enquête ne déroge pas à la règle. Il ressort du Graphique 1.4 que le niveau du revenu mensuel reste globalement lié au nombre d'années d'études.

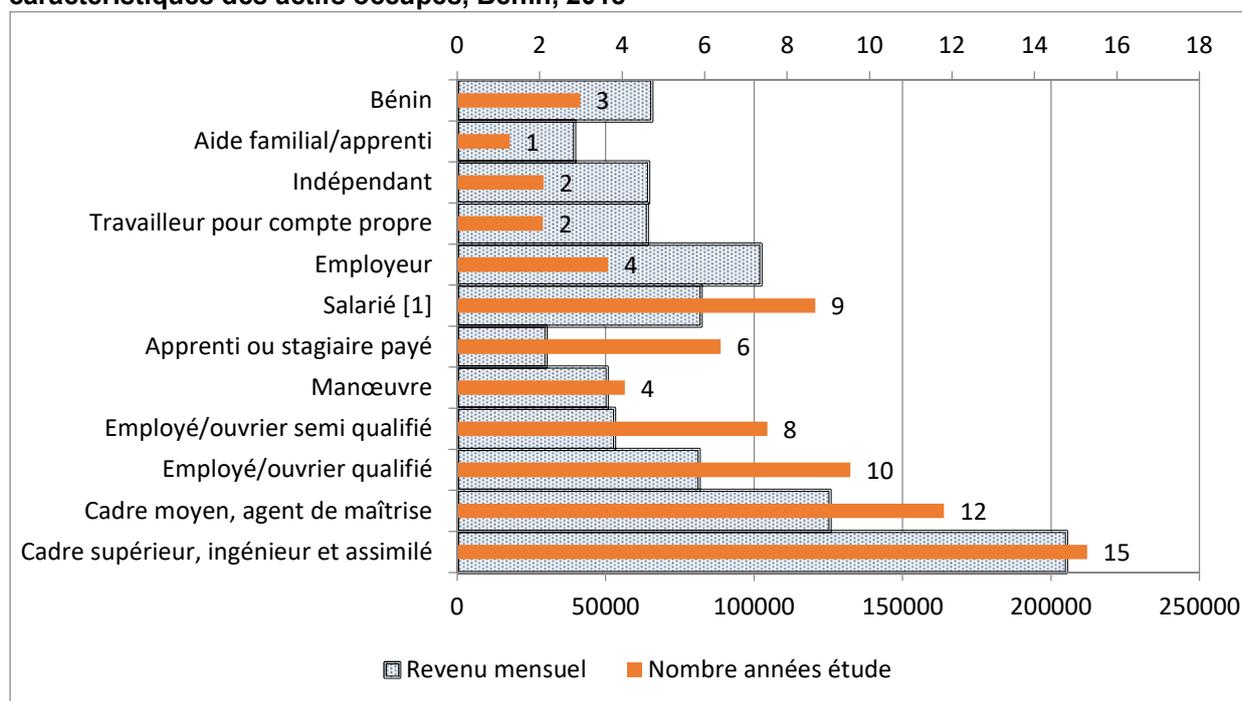
Notons d'abord qu'au Bénin, le nombre moyen d'étude réalisée est de 3 ans. Ce nombre d'années varie avec le statut dans la profession et la catégorie socioprofessionnelle des travailleurs. Elle passe de 1 an chez les aides familiaux ou apprentis à 9 ans chez les salariés et avec le nombre d'études des employeurs (4 ans) qui n'est pas loin le nombre moyen d'études. Par ailleurs, le nombre d'années d'études réalisées passe de 4 ans chez les manœuvres pour atteindre 12 ans chez les cadres moyens et agents de maîtrise et à 15 ans chez les cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés.

Quand on met en relation le niveau d'études et le salaire perçu, selon le statut dans la profession, le niveau de salaire augmente avec

le niveau d'étude. Le niveau de revenu moyen au Bénin est de 65.468 FCFA pour 3 ans d'études. Ce revenu varie selon le statut dans la profession de 39.513 FCFA chez les apprentis/aides familiaux (1 an d'études) à 82.060 FCFA chez les salariés (9 ans d'études). Notons que les employeurs qui ont niveau d'études inférieur à celui de salariés perçoivent les revenus les plus élevés (102.223 FCFA pour 4 ans d'études).

Selon le statut socioprofessionnel, le revenu moyen varie de 50.443 FCFA chez les manœuvres (4 ans d'études) à 205.100 FCFA chez les cadres supérieurs/ingénieurs et assimilés (15 ans d'études).

Graphique 1.4: Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Dans les États membres de l'UEMOA, les lois existantes sur l'emploi instituent un salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) aux travailleurs et en général, elle n'est toujours pas respectée.

Au Bénin, 12,7% de la main d'œuvre perçoivent un revenu moyen inférieur au SMIG. Plus de la moitié des apprentis/aides familiaux (50,6%)

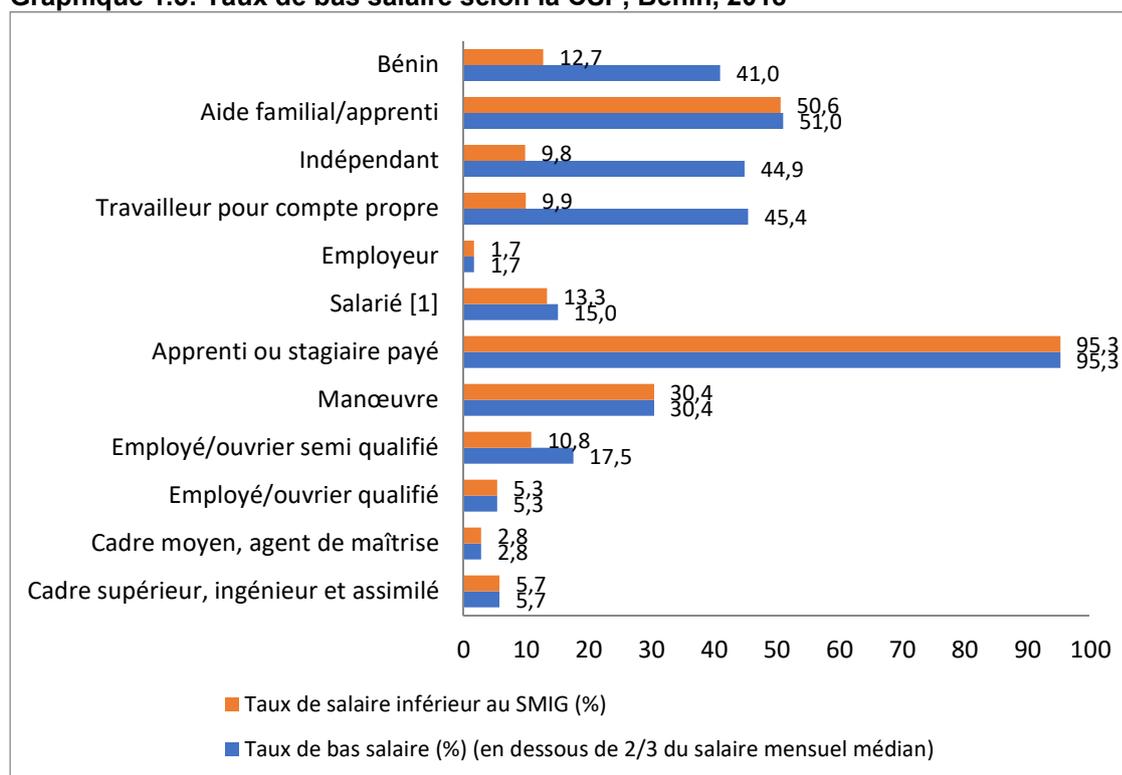
perçoivent un revenu moyen inférieur au SMIG et cette proportion est de 9,83% chez les travailleurs indépendants, 9,93% chez les

travailleurs à leur propre compte et 13,32% chez les salariés. Selon le statut professionnel, ce sont les apprentis ou stagiaires payés qui sont les plus frappés (95,3%), suivi de manœuvres (30,4%) et des ouvriers semi qualifiés (10,8%). Cette proportion diminue lorsque le niveau de qualification des travailleurs augmente.

Par ailleurs, dans ces états où le secteur informel est très prépondérant en matière d'utilisation de la main d'œuvre, la main d'œuvre vit dans une situation de précarité marqué par un taux élevé de bas salaire. En effet, au Bénin,

plus quatre travailleurs sur dix (41%) perçoivent un bas salaire (en dessous du 2/3 du salaire médian). Ce niveau de bas salaire frappe toutes les catégories de travailleurs, mais le niveau de bas salaire diminue avec la qualification de la main d'œuvre. La proportion passe de 51% chez aides familiaux à 15% chez les salariés. Selon le statut socioprofessionnel, cette proportion passe de 95,3% chez apprentis ou stagiaires payés à 5,7% chez les cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés.

Graphique 1.5: Taux de bas salaire selon la CSP, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.4. Qualité de l'insertion sur le marché du travail

1.4.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier

L'insertion professionnelle est le processus qui conduit une personne de rentrer en contact avec le milieu de travail ou réadapter au marché de travail. Plus spécifiquement se réadapter au marché signifie qu'à un moment donné, le travailleur se trouve confronté à des difficultés qui l'amènent à procéder à une mutation professionnelle et plusieurs raisons peuvent conduire le travailleur à changer de travail.

Les résultats de l'enquête ERI-ERI (Tableau 1.11) montrent qu'il existe deux principales raisons spécifiques qui peuvent conduire un travailleur à changer de métier : faible débouché pour le métier de base (41,6%) et le Métier de base est à faible rémunération ou aux conditions de travail pénible (25,4%). Toutefois, près plus

du quart des travailleurs (27,7%) n'ont pas pu définir avec précision leur motif de mutation.

Cette tendance reste la même quel que soit le type de formation reçue mais avec des proportions variables,

Tableau 1.11: Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Bénin, 2018

Type de formation	Motifs de changement de métier			
	Faible débouché pour le métier de base	Métier de base déclassé à cause du progrès technique	Métier de base à faible rémunération ou aux conditions de travail pénible	Autre raison
Enseignement formel	39,7	5,2	12,6	42,5
Enseignement non formel	47,2	4,8	37,9	10,1
Apprentissage informel	37,9	6,3	29,0	26,7
Apprentissage fortuit ou aléatoire	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénin	41,6	5,4	25,4	27,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.4.2. Mobilité dans l'emploi

Les résultats liés à la mobilité dans l'emploi et dans l'activité (**Tableau 1.12**) montrent que sur le plan national, 9,7% des personnes de 15 ans ou plus affirment avoir eu un emploi antérieur et il n'y a aucune différence selon le sexe (10,2% pour les hommes et 9,3% pour les femmes). Les départements de l'Ouémé (15,6%), du Littoral/Cotonou (17,3%), des Collines (14,8%) et de l'Atlantique (13,9%) sont les départements dans lesquels les actifs ont déclaré le plus avoir eu un emploi antérieur. Ce type de mobilité dans l'emploi est plus forte en milieu urbain (1,9 %) et chez les personnes ayant atteint le niveau primaire (12,8%) ou du supérieur (12,7%).

Par ailleurs, dans l'environnement des nouvelles technologies et de communication, la mobilité en termes de changement de métier ou d'activité est très importante. Ainsi, sur le plan national, 85,9% des personnes de 15 ans ou plus ont déclaré avoir changé de métier. Les hommes (88,1%) changent plus de métier que les

femmes (83,3%). Les changements de métier les moins importants sont observés chez les personnes ayant atteint le niveau supérieur (81%), les personnes résidant en milieu rural (84,8%), dans les départements de l'Atlantique (74,6%), du Borgou (76,4%) et des Collines (79,9%).

Aussi, l'impact des TICs favorise également des changements d'activités car certaines activités deviennent obsolètes et disparaissent du marché de travail. L'enquête ERI-ESI a permis de constater le changement des activités est généralisé (87,3%) et il y a de différence significative entre le comportement des hommes (88,2%) et des femmes (86,2%). Le changement d'activité est plus présent dans les départements d du Mono (90,4%) et du Plateau (90,3%), chez les personnes ayant atteint le niveau d'instruction du primaire (90,7%).

Tableau 1.12: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	% d'actifs occupés ayant changé de métier	% d'actifs occupés ayant changé d'activité
Sexe			
Homme	10,2	88,1	88,2
Femme	9,3	83,3	86,2
Niveau d'instruction			
Aucun	9,2	85,8	86,9
Primaire	12,8	87,2	90,7
Secondaire	9,7	87,7	86,6
Supérieur	12,7	81,0	87,9
Milieu de résidence			
Cotonou	17,3	87,0	86,9
Autres urbains	10,7	86,6	88,4
Ens. urbain	11,9	86,7	87,9
Rural	7,8	84,8	86,5
Département			
Alibori	2,6	95,5	86,9
Atacora	4,3	74,6	89,2
Atlantique	13,9	87,9	91,1
Borgou	3,9	76,4	83,5
Collines	14,8	79,9	82,7
Couffo	8,8	92,8	87,9
Donga	7,7	81,6	87,1
Littoral	17,3	87,0	86,9
Mono	8,9	90,5	90,4
Ouémé	15,6	87,7	86,7
Plateau	7,4	88,9	90,3
Zou	6,8	91,1	86,0
Bénin	9,7	85,9	87,3

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

1.5. Trajectoire et perspectives

La mobilité sociale concerne les changements de statut social des individus ou des groupes sociaux au cours du temps, ainsi que les différences entre le statut social des parents et celui de leurs enfants. Plusieurs facteurs favorisent cette mobilité, parmi lesquels l'éducation. Les études menées jusqu'à présent, ont montré que dans l'ensemble, le niveau d'éducation scolaire s'améliore d'une génération à l'autre.

Au Bénin (**Tableau 1.13**), plus de trois quart des jeunes de 15-24 ans (78,8%) ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père. Le nombre d'années d'études en plus par rapport à leur père est 4,8 ans. La proportion de ces enfants et le nombre d'années en plus décroissent régulièrement quand le niveau d'instruction du père augmente. La proportion de ces enfants de 15-24 ans passe de 99,8% avec un nombre d'années en plus de 4,7 ans, lorsque le père n'a aucun niveau d'instruction à 17,5% et avec un nombre d'années en plus de 0,7 an lorsque le père a un niveau du supérieur.

La tendance chez les jeunes de 25-34 ans est identique à celle précédemment étudiée. En effet, la proportion de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père est de 83,4% et le nombre d'années d'études effectuées en plus par rapport à leur père est de 3,8 ans. La proportion varie de 99,9% et le nombre d'années en plus de 2,8 ans lorsque le père n'a aucun niveau d'instruction à 35,8% des enfants avec 1,6 an d'années en plus lorsque le père a fait le supérieur.

Tableau 1.13: Table de mobilité scolaire, Bénin, 2018

Niveau d'instruction du père	% de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à leur père [1]	% de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 25 à 34 ans par rapport à leur père [1]
Aucun	99,8	4,7	99,9	2,8
Primaire	80,5	6,1	68,1	7,0
Secondaire	60,3	2,7	57,7	4,7
Supérieur	17,5	0,7	35,8	1,6
Bénin	78,8	4,8	83,4	3,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] L'amélioration du niveau d'étude d'une génération à l'autre est sous-estimé car un certain nombre de jeunes n'ont pas encore terminé leur scolarité

Les données disponibles dans cette enquête montrent globalement que les enfants privilégient trois secteurs d'activités et dans l'ordre : secteur agricole (39,9% des enfants pour le père et 38,1% des enfants pour la mère), le secteur des services (23,3% des enfants pour le père et 23,7% des enfants pour la mère) et le secteur du commerce (20,6% des enfants pour le père et 21,5% des enfants pour la mère).

En tenant compte du secteur d'activité des parents, c'est dans le secteur agricole que les enfants exercent plus autant que leurs parents, quel que soit le secteur d'activité des parents

(50,3% pour le père et 57,6% pour la mère), puis dans le service (47,5% des enfants pour le père et 38,1% des enfants pour la mère) lorsque les parents exercent dans le secteur des services et commerce (38,3% des enfants pour le père et 30,9% des enfants des mères) lorsque les parents exercent dans le commerce. Les données permettent de constater qu'une frange des enfants ont tendance à adopter le statut social de leurs parents, notamment dans le secteur agricole.

Pour les parents exerçant dans le secteur de l'industrie, 28,2% des enfants des pères et 11,8% des enfants des mères y exercent aussi.

Tableau 1.14: Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Bénin, 2018

Secteur d'activité des parents	Secteur d'activité					Effectif des enfants
	Agriculture	Industrie	Commerce	Service	Total	
Secteur d'activité du père						
Agriculture	50,3	15,0	17,4	17,3	100,0	1 949 868
Industrie	7,6	28,2	22,0	42,2	100,0	62 334
Commerce	16,2	17,8	38,3	27,7	100,0	204 838
Service	5,8	19,3	27,4	47,5	100,0	398 656
Ensemble père	39,9	16,2	20,6	23,3	100,0	2 615 695
Secteur d'activité de la mère						
Agriculture	57,6	13,7	14,1	14,6	100,0	1 372 596
Industrie	38,3	11,8	23,2	26,8	100,0	14 212
Commerce	16,1	20,0	30,9	33,0	100,0	1 006 369
Service	16,9	20,5	24,6	38,1	100,0	212 366
Ensemble mère	38,1	16,7	21,5	23,7	100,0	2 605 543

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Chapitre 2: Caractéristique et poids du secteur informel

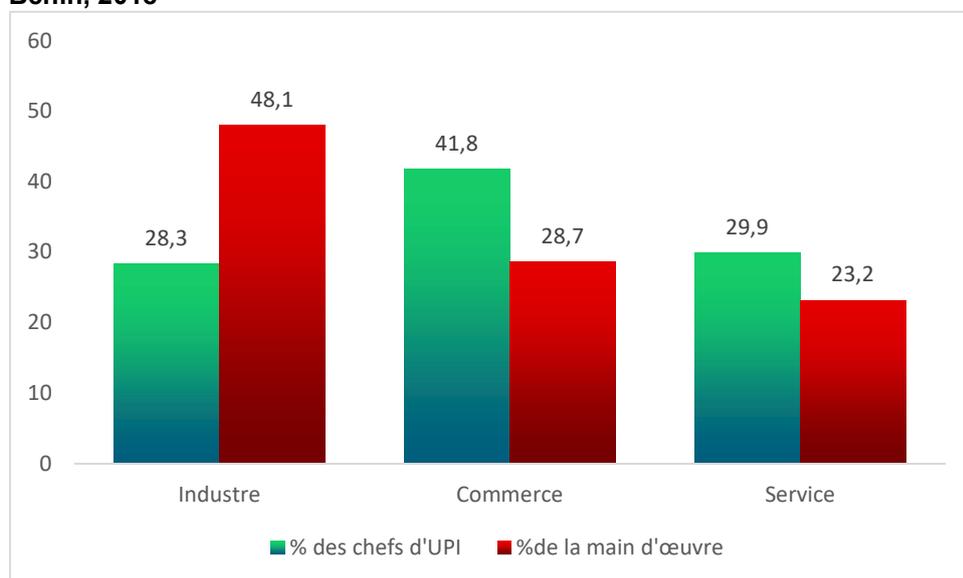
Ce chapitre présente les conditions d'exercice des activités dans le secteur informel au Bénin en 2018. Il expose également les caractéristiques des chefs des UPI, de la main-d'œuvre employée, la rémunération, le capital investi ainsi que les difficultés rencontrées dans les différents secteurs d'activité.

2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel

L'enquête révèle qu'un total de 1 742 305 unités de production informelles ont été identifiées au Bénin. Ces UPI se répartissent à 28,3% dans l'industrie et utilisent 48,1% de la main d'œuvre,

41,8% dans le commerce avec 28,7% de la main d'œuvre utilisée et à 29,9% dans les services avec 23,1% de la main d'œuvre.

Graphique 2.1 : Répartition des chefs d'UPI et de la main d'œuvre selon les secteurs d'activité, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Le **Tableau 2.1** présente la structure des chefs d'unité de production informelle (CUPI) et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole au Bénin en 2018.

Dans le secteur informel, cinq activités principalement contribuent à la création de 79,4% des UPI et 72,1% de la main d'œuvre. Il s'agit de l'activité de fabrication dans l'industrie avec 24% des UPI et 38,4% de la main d'œuvre, l'activité du commerce en détail (30,4% des UPI et 14,2% de la main d'œuvre, l'activité du

transport (6,7% des UPI et 1,3% de la main d'œuvre), de l'hébergement et de la restauration (12% des UPI et 9,7% de la main d'œuvre) et des "Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.) avec 6,4% des UPI et 8,5% de la main d'œuvre.

Tableau 2.1: Effectif et structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Bénin, 2018

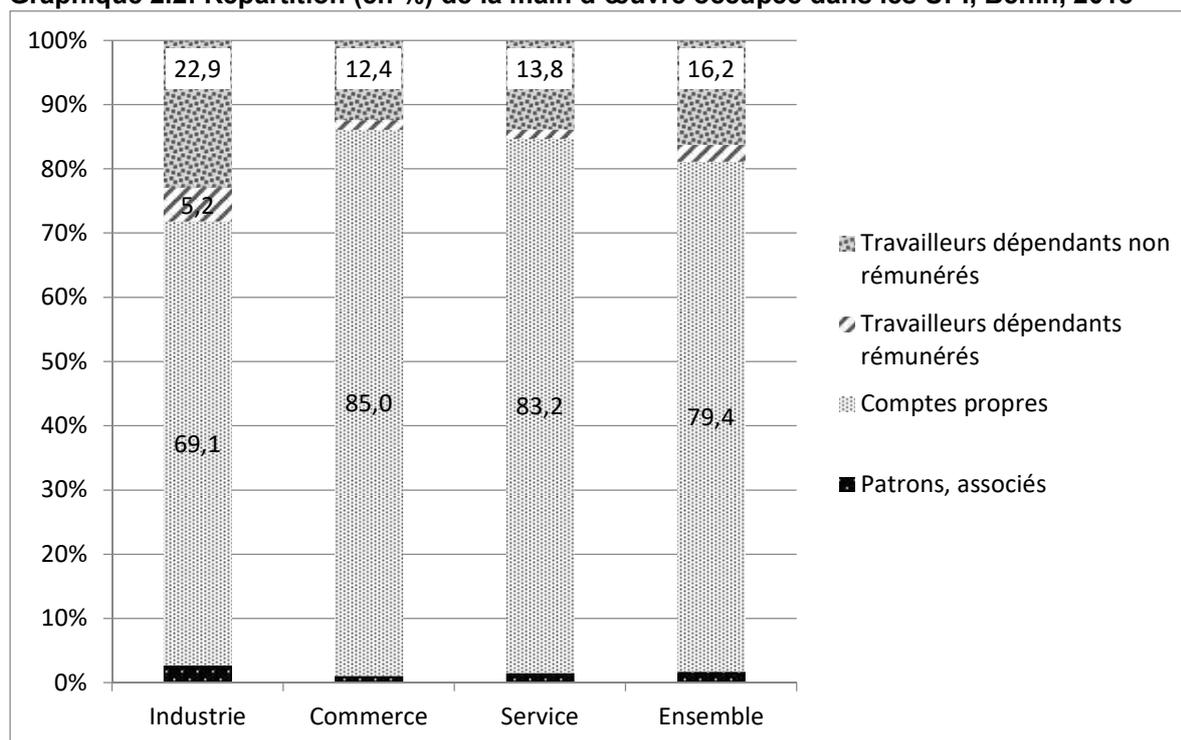
Branche d'activité	Effectif des chefs d'UPI	%	Effectif de la main d'œuvre	%
Activités extractives/mines	9273	0,5	3028	0,7
Activités de fabrication	417450	24	162563	38,4
Activités de production et distribution	1739	0,1	435	0,1
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1421	0,1	0	0
Activités de construction	63085	3,6	37652	8,9
Industrie	492968	28,3	203678	48,1
Commerce et réparation des pièces automobiles	37729	2,2	29081	6,9
Commerce de gros	162633	9,3	32051	7,6
Commerce de détail	528376	30,3	60129	14,2
Commerce	728738	41,8	121261	28,7
Activités de transport	116195	6,7	5711	1,3
Activités d'entreposage	5345	0,3	0	0
Activités d'hébergement et de restauration	208938	12	41008	9,7
Activités de l'information et de communication	6445	0,4	0	0
Activités financiers et d'assurance	871	0	0	0
Activités immobiliers	3780	0,2	0	0
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	13263	0,8	5201	1,2
Activités de services de soutien et de bureau	13534	0,8	2232	0,5
Enseignement	5692	0,3	439	0,1
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	20690	1,2	3661	0,9
Activités artistiques, sportives et récréatives	3119	0,2	3177	0,7
Autres activités des services NCA (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	112152	6,4	36130	8,5
Activités spéciales des ménages	10577	0,6	1321	0,3
Service	520601	29,9	98880	23,2
Ensemble	1742305	100	423820	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Une analyse de la main d'œuvre selon statut permet de constater que deux catégories se détachent (**Graphique 2.2**) que quel que soit le secteur d'activité considéré: les travailleurs pour compte propre à 79,4% de la main d'œuvre (de

69,1% dans l'industrie à 83,2% dans le service), les travailleurs dépendants non rémunérés avec 16,2% de la main d'œuvre (variant 12,4% dans le commerce à 22,9% dans l'industrie).

Graphique 2.2: Répartition (en %) de la main d'œuvre occupée dans les UPI, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel

Le secteur informel se caractérise généralement en Afrique par une grande précarité des conditions d'activité : locaux inadaptés, non accès aux principaux services publics (eau, électricité téléphone) La présente enquête montre que la situation n'a pas changé. Les Unités de production Informelles fonctionnent dans des conditions d'hygiène déplorable, notamment dans le secteur du commerce. Selon les données du **Tableau 2.2**:

- Très peu d'UPI disposent de système d'évacuation des déchets (8,5%) et la situation est plus déplorable en milieu rural (3%) et même à Cotonou (31%) la situation n'est pas si meilleure. Par rapport au secteur, l'absence de système d'évacuation est plus prononcée dans l'industrie (6%) ;
- De même, la disponibilité de wc ou des latrines est également faible (16%) tant au milieu rural (8,2%), dans le service (13,6%), l'industrie (14,1%) et à Cotonou, on a que 41% des UPI possédant de latrines ;
- Un peu plus de deux UPI sur dix (21,8%) est éclairée à l'électricité. Les UPI du milieu rural est moins éclairé (10,2%), ainsi que celle du secteur de l'industrie (20,3%) et du service (20,4%). A Cotonou 53,4% des UPI sont éclairées à l'électricité ;
- Enfin l'accès à l'eau potable est très faible (15,1%), notamment en milieu rural (10,9%) et avec peu de différence significative selon le secteur d'activité.

Tableau 2.2: Disponibilité des services de base dans les UPI, Bénin, 2018

Milieu de résidence et Secteurs d'activité	% ayant accès à un système d'évacuation des déchets	% ayant un WC ou des latrines	% ayant de l'électricité	% ayant une eau courante
Cotonou				
Industrie	26,2	42,8	62,1	29,0
Commerce	28,8	39,6	51,6	20,5
Service	36,9	42,2	51,8	28,5
Ensemble	31,0	41,0	53,4	24,4
Autres urbains				
Industrie	8,9	17,8	27,6	19,5
Commerce	9,7	23,3	30,5	16,4
Service	10,2	14,3	23,0	17,4
Ensemble	9,6	19,1	27,5	17,5
Ens. urbain				
Industrie	10,8	20,6	31,4	20,6
Commerce	13,2	26,3	34,3	17,2
Service	14,8	19,1	28,0	19,3
Ensemble	13,1	22,7	31,6	18,6
Rural				
Industrie	2,2	9,1	11,5	11,6
Commerce	3,5	8,8	9,4	9,9
Service	3,3	5,9	9,6	11,7
Ensemble	3,0	8,2	10,2	10,9
Bénin				
Industrie	6,0	14,1	20,3	15,5
Commerce	9,1	18,8	23,7	14,1
Service	10,1	13,6	20,4	16,1
Ensemble	8,5	16,0	21,8	15,1

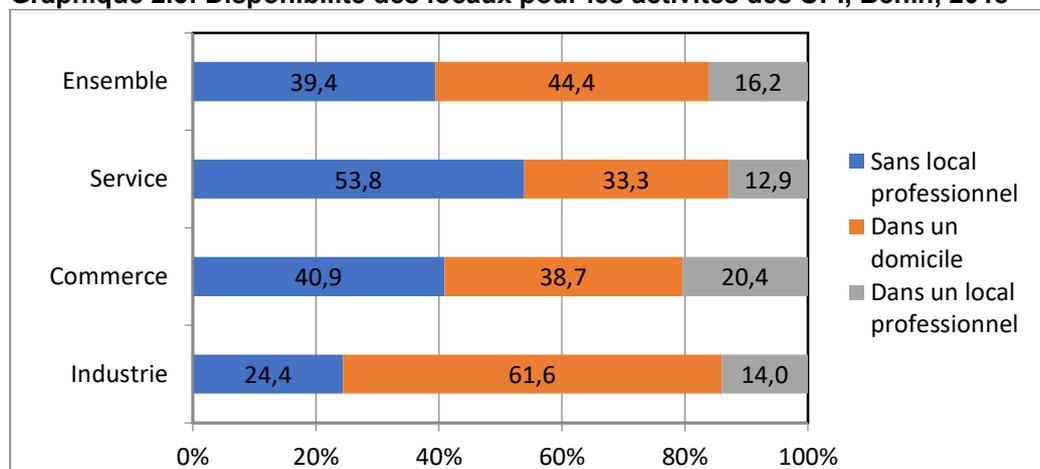
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

En dehors de la disponibilité des services de base, la qualité des locaux des UPI ne respecte des normes.

L'analyse de la disponibilité des locaux pour les activités des UPI, représentée par le graphique 2.2, révèle qu'au plan national 39,4% des UPI sont sans locaux professionnels pour exercer leurs activités contre 44,4% qui l'exercent dans un domicile et seulement 16,2% des UPI possèdent de locaux professionnels.

Selon le secteur d'activité, Ce sont dans les secteurs du commerce (40,9%) que la proportion des UPI sans local professionnel est élevée et c'est dans l'industrie que l'utilisation du domicile comme local professionnel est le plus élevé avec 61,6%.

Graphique 2.3: Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel

2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel

Quatre formes d'organisation du travail des UPI sont mises en évidence dans cette étude : l'auto-emploi où la main-d'œuvre est constituée uniquement de travailleurs à compte propre et des associés ; la forme non-salariale qui n'emploie aucun salarié ; la forme salariale pour laquelle la main-d'œuvre est constituée uniquement de salariés (le dirigeant mis à part) et enfin la forme mixte qui comprend au moins un salarié et un non salarié parmi les emplois dépendants de l'UPI.

Les résultats du **Tableau 2.3** traduisent une organisation de travail fortement polarisée sur l'auto-emploi. Plus de huit UPI sur dix (80,9%) ont cette forme d'organisation. L'auto-emploi est assez prononcé à Cotonou (88,3%) et un peu moins dans l'industrie (71%). Ensuite la forme de travail non rémunéré vient en seconde position et le niveau le plus élevé est observé dans l'industrie (22,6%).

Le taux de salarisation qui est la part de l'emploi salarié dans l'ensemble des emplois (ratio rapportant le nombre de salariés au nombre total d'actifs des UPI) est très faible (2,7%). Par secteur d'activités, le taux de salarisation est globalement plus important dans le secteur de l'industrie (5,2%) et en milieu urbain (3,2%), notamment à Cotonou (4,2%).

Tableau 2.3: Organisation du travail suivant le secteur et la branche d'activité, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Taux de salarisation	Combinaison du travail				Total	Effectif
		Auto emploi	Non salariale	Salariale	Mixte		
Cotonou							
Industrie	7,8	79,0	12,1	7,9	1,0	100,0	30 120
Commerce	3,5	94,0	2,4	3,6	0,0	100,0	77 716
Service	3,3	85,4	10,7	3,3	0,6	100,0	56 622
Ensemble	4,2	88,3	7,0	4,3	0,4	100,0	164 457
Autres urbains							
Industrie	6,9	70,4	22,5	6,9	0,2	100,0	276 871
Commerce	1,6	83,2	14,8	1,6	0,4	100,0	417 972
Service	1,4	82,8	15,2	1,4	0,6	100,0	308 264
Ensemble	3,0	79,6	17,0	3,0	0,4	100,0	1 003 107
Ens. urbain							
Industrie	7,0	71,3	21,5	7,0	0,3	100,0	306 992
Commerce	1,9	84,9	12,9	1,9	0,3	100,0	495 687
Service	1,7	83,2	14,5	1,7	0,6	100,0	364 886
Ensemble	3,2	80,8	15,6	3,2	0,4	100,0	1 167 564
Rural							
Industrie	3,8	70,9	23,5	3,8	1,8	100,0	386 917
Commerce	0,9	88,3	10,3	0,9	0,4	100,0	348 511
Service	1,1	86,4	11,6	1,1	0,9	100,0	251 175
Ensemble	2,1	81,0	15,8	2,1	1,1	100,0	986 603
Ensemble							
Industrie	5,2	71,0	22,6	5,2	1,1	100,0	693 909
Commerce	1,5	86,3	11,8	1,5	0,4	100,0	844 198
Service	1,4	84,5	13,3	1,4	0,7	100,0	616 061
Ensemble	2,7	80,9	15,7	2,7	0,7	100,0	2 154 167

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel

La main d'œuvre dans le secteur informel est fortement féminisée, moins jeune, relativement plus instruite et stable dans l'emploi

D'après le **Tableau 2.4**, la population active occupée dans le secteur informel est relativement jeune; la moyenne d'âge est de 35

ans et les jeunes de moins de 25 ans représentent 21,7% de la main d'œuvre dans l'ensemble. Selon le milieu de résidence, les

travailleurs sont plus jeunes en milieu urbain (34 ans et 23,4% des jeunes de moins de 25 ans) qu'en milieu rural (6 ans et 20,3% des jeunes de moins de 25 ans). Selon le secteur d'activité, les travailleurs dans l'industrie sont plus jeunes (33 ans et 28,5% des jeunes de moins de 25 ans), à l'opposé des travailleurs dans les services sont plus âgés (35 ans et 19,9% des jeunes de moins de 25 ans). Notons les jeunes de moins de 15 ans ne représentent que 4% de la main d'œuvre.

Les femmes dominent l'activité dans le secteur informel. Elles représentent 63,6% des emplois dans l'ensemble. Elles dominent l'activité commerciale (76,0%), en particulier à Cotonou où elles représentent 81,2% des emplois dans le

commerce. Dans le secteur des services, les femmes sont plus représentées en milieu urbain (61,9%) qu'en milieu rural (52,2%). Dans le secteur industriel, 48,4% des emplois en milieu urbain sont des femmes contre 61,5% en milieu rural ; cela confirme la prédominance des femmes dans les transformations artisanales en milieu rural.

Les travailleurs sont globalement stables dans leurs activités car l'ancienneté moyenne est de 9 ans avec peu de différence significative selon le milieu de résidence et le secteur d'activité.

Enfin les travailleurs au Bénin sont relativement moins instruits car la durée moyenne est de 3 ans et pas de différence significative selon le milieu de résidence et le secteur d'activité.

Tableau 2.4: Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Pourcentage de jeunes de moins de 15 ans	Pourcentage de jeunes de moins de 25 ans	Pourcentage de femmes	Ancienneté Moyenne dans l'emploi en année	Age moyen des actifs en année	Durée moyenne d'année d'études réussies
Cotonou						
Industrie	1,1	15,7	42,9	12	38	4
Commerce	0,0	4,6	81,2	10	41	4
Service	1,5	14,2	61,9	8	38	5
Ensemble	0,7	9,9	67,5	10	40	4
Autres urbains						
Industrie	4,1	28,8	49,0	9	34	3
Commerce	4,3	19,0	74,2	9	37	3
Service	4,8	19,9	56,9	8	35	4
Ensemble	4,4	22,0	61,9	9	35	3
Ens. urbain						
Industrie	3,8	27,5	48,4	10	34	3
Commerce	3,6	16,8	75,3	9	38	3
Service	4,3	19,1	57,7	8	35	4
Ensemble	3,9	20,3	62,7	9	36	3
Rural						
Industrie	5,7	29,2	61,5	9	33	2
Commerce	2,6	18,4	77,0	9	35	2
Service	3,9	21,2	52,2	9	34	3
Ensemble	4,2	23,4	64,6	9	34	2
Ensemble						
Industrie	4,9	28,5	55,7	9	33	3
Commerce	3,2	17,4	76,0	9	37	3
Service	4,1	19,9	55,5	8	35	3
Ensemble	4,0	21,7	63,6	9	35	3

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel

La législation dans nos pays fixe généralement un nombre d'heures de travail hebdomadaire qui tourne autour de 40 heures par semaine.

Le revenu moyen dans le secteur informel est très faible (23 035 FCFA) et largement en dessous du SMIG (40 000 FCFA) dans tous les

secteurs d'activité. Ce revenu est légèrement supérieur dans les services (27.795 FCFA) que dans le commerce (23.498 FCFA) ou l'industrie (18 156 FCFA). En milieu rural, le revenu moyen

mensuel est de 24 443 FCFA dans les services, 21 849 FCFA dans le commerce et 15 574 FCFA dans l'industrie. Dans autres urbains les revenus suivent la même tendance : 31 991 dans les services, 24 630 FCFA dans le commerce et 20 068 FCFA dans l'industrie. Cependant, la tendance est inversée à Cotonou : on y gagne 33 765 FCFA en moyenne par mois dans l'industrie, 24 819 FCFA dans le commerce et 20 823 FCFA dans les services.

Cependant, le secteur commercial est apparemment plus rentable que les autres. En effet, le revenu horaire dans le commerce est de 316 contre 279 dans les services et 274 dans l'industrie ; cette configuration est induite par la tendance des revenus dans les autres urbains.

En milieu rural comme à Cotonou, par heure, les activités industrielles sont mieux rentables que le commerce ou les services.

Selon le genre, les hommes un revenu moyen mensuel plus d'une fois et demi élevé (31 495 FCFA) que les femmes (18 203 FCFA). On note que les hommes consacrent plus de temps que les femmes aux activités et plus aussi un revenu horaire plus élevé.

Le niveau d'instruction a un impact positif sur les revenus. Les travailleurs ou entrepreneurs ayant un niveau d'étude supérieur gagnent 34 119 FCFA en moyenne par mois contre 31 191 FCFA pour ceux du secondaire, 20 888 FCFA pour le primaire et 21 402 FCFA pour ceux qui n'ont aucun niveau.

Tableau 2.5: Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Bénin, 2018

Milieus de résidence/ Caractéristiques socioéconomiques	Revenu Mensuel (en FCFA)	Horaire Hebdomadaire	Revenu horaire (en FCFA)
Cotonou			
Industrie	33 765	35	855
Commerce	24 819	42	475
Service	20 823	39	473
Ensemble	25 101	40	545
Autres urbains			
Industrie	20 068	43	217
Commerce	24 630	44	285
Service	31 991	44	264
Ensemble	25 641	44	260
Ens. urbain			
Industrie	21 428	42	281
Commerce	24 660	44	315
Service	30 265	43	295
Ensemble	25 565	43	300
Rural			
Industrie	15 574	39	268
Commerce	21 849	40	317
Service	24 443	38	256
Ensemble	20 045	39	282
Ensemble			
Industrie	18 156	41	274
Commerce	23 498	42	316
Service	27 895	41	279
Ensemble	23 035	41	292
Sexe			
Masculin	31 495	44	423
Féminin	18 203	40	217
Niveau d'instruction			
Aucun	21 402	41	286
Primaire	20 888	43	255
Secondaire	31 191	42	326
Supérieur	34 119	42	643

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel

Le bon fonctionnement d'une entreprise dépend de la qualité de sa main d'œuvre, mais sur de celle du capital. Si la section nous a permis de constater que la main d'œuvre du secteur informel a un

faible niveau d'instruction, la présente va nous permettre de connaître la composition du capital de la main d'œuvre et le montant des investissements réalisés.

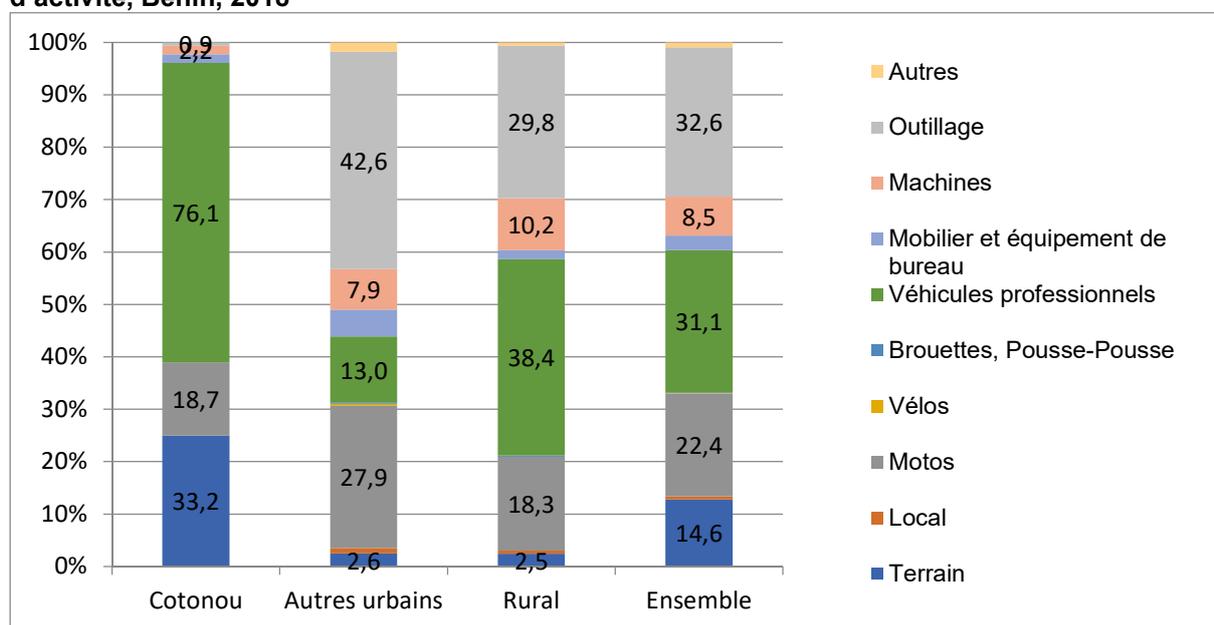
2.3.1. Dotation et structure du capital

L'enquête ERI-ESI a permis de connaître en 2018 au Bénin, la structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité. Le graphique 2.3 présente le récapitulatif des résultats.

Au plan national, le capital est constitué à 32,6% des outillages, de 53,5% des moyens de déplacements (dont 31,1% des véhicules professionnels et 22,4% des motos), 14,6% de terrain et 8,5% des machines. Selon le milieu de résidence, à Cotonou, le capital est constitué

de véhicules professionnels (76,1%), du terrain (33,2%) et des outillages (18,7%), alors qu'en milieu rural, la composition est constituée des véhicules professionnels (38,4%), des outillages (29,8%), des motos (18,3%) et des machines (10,2%).

Graphique 2.4: Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

L'analyse du Tableau 2.6 montre que le capital du secteur informel est estimé à un montant global de 76,19 milliards F CFA au plan national. Le capital est un facteur déterminant qui entre dans la fonction de production du secteur informel.

Ce capital selon le milieu de résidence est constitué à 48,5% en milieu urbain dont 3,9% à Cotonou, et 51,5% en milieu rural. Par rapport au secteur d'activité, le secteur d'industrie contribue pour 22%, le commerce pour 25,9% et le secteur des services pour 52,1%.

Tableau 2.6: Montant (en million de FCFA) et Structure (en %) du capital du secteur informel selon la zone et le secteur d' activité, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Valeur actuelle du capital	pourcentage	Effectif
Cotonou			
Industrie	331,9	0,4	6 319
Commerce	2 172,2	2,9	8 026
Service	483,9	0,6	4 373
Ensemble	2 987,9	3,9	18 717
Autres urbains			
Industrie	6 664,2	8,7	762 239
Commerce	11 633,6	15,3	1 284 735
Service	15 686,8	20,6	1 107 244
Ensemble	33 984,6	44,6	3 154 218
Ens. urbain			
Industrie	6 996,1	9,2	768 558
Commerce	13 805,7	18,1	1 292 760
Service	16 170,7	21,2	1 111 616
Ensemble	36 972,5	48,5	3 172 935
Rural			
Industrie	9 753,3	12,8	908 819
Commerce	5 909,2	7,8	852 446
Service	23 555,4	30,9	679 826
Ensemble	39 217,9	51,5	2 441 090
Ensemble			
Industrie	16 749,4	22,0	1 677 378
Commerce	19 714,9	25,9	2 145 206
Service	39 726,1	52,1	1 791 442
Ensemble	76 190,4	100,0	5 614 025

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.3.2. Investissement dans le secteur informel

Le tableau ci-dessous est relatif à la structure du capital investi dans les équipements par les UPI au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête.

Selon les résultats, un montant de 7.272 millions FCFA a été investi dans le capital. Cet investissement s'est produit à 54,7% dans les moyens de déplacement (23,6% dans les motos et 31,1% dans les véhicules professionnels), 25,8% dans les outillages, 8,5% dans les

meubles et équipements de bureau et 9,4% dans les machines.

Selon le milieu de résidence, l'investissement s'est produit à 5,3% dans Cotonou, 62,6% dans autres urbains et 32,1% dans le milieu rural.

Tableau 2.7: Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Bénin, 2018

Milieu de résidence et type d'équipement	Valeur à l'acquisition			Effectif
	Montant	Pourcentage	Pourcentage de l'ensemble	
Cotonou				
Motos	367,1	95,1	5,0	725
Mobilier et équipement de bureau	14,6	3,8	0,2	291
Machines	4,5	1,2	0,1	298
Total	386,2	100,0	5,3	1 313
Autres urbains				
Local	0,4	0,0	0,0	256
Motos	968,0	21,2	13,3	2 860
Brouettes, Pousse-Pousse	14,4	0,3	0,2	342
Véhicules professionnels	1 576,6	34,6	21,7	1 071
Mobilier et équipement de bureau	314,4	6,9	4,3	53 883
Machines	237,5	5,2	3,3	5 192
Outillage	1 420,6	31,2	19,5	1 002 282
Autres	23,5	0,5	0,3	3 900
Total	4 555,3	100,0	62,6	1 069 786
Rural				
Local	0,9	0,0	0,0	360
Motos	378,2	16,2	5,2	1 027
Brouettes, Pousse-Pousse	31,4	1,3	0,4	18 711
Véhicules professionnels	687,9	29,5	9,5	1 096
Mobilier et équipement de bureau	287,2	12,3	3,9	49 056
Machines	440,6	18,9	6,1	7 086
Outillage	455,6	19,5	6,3	406 652
Autres	49,6	2,1	0,7	21 606
Total	2 331,3	100,0	32,1	505 595
Ensemble				
Local	1,3	0,0	0,0	616
Motos	1 713,3	23,6	23,6	4 611
Brouettes, Pousse-Pousse	45,8	0,6	0,6	19 054
Véhicules professionnels	2 264,5	31,1	31,1	2 167
Mobilier et équipement de bureau	616,2	8,5	8,5	103 230
Machines	682,6	9,4	9,4	12 575
Outillage	1 876,1	25,8	25,8	1 408 934
Autres	73,1	1,0	1,0	25 506
Total	7 272,9	100,0	100,0	1 576 694

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

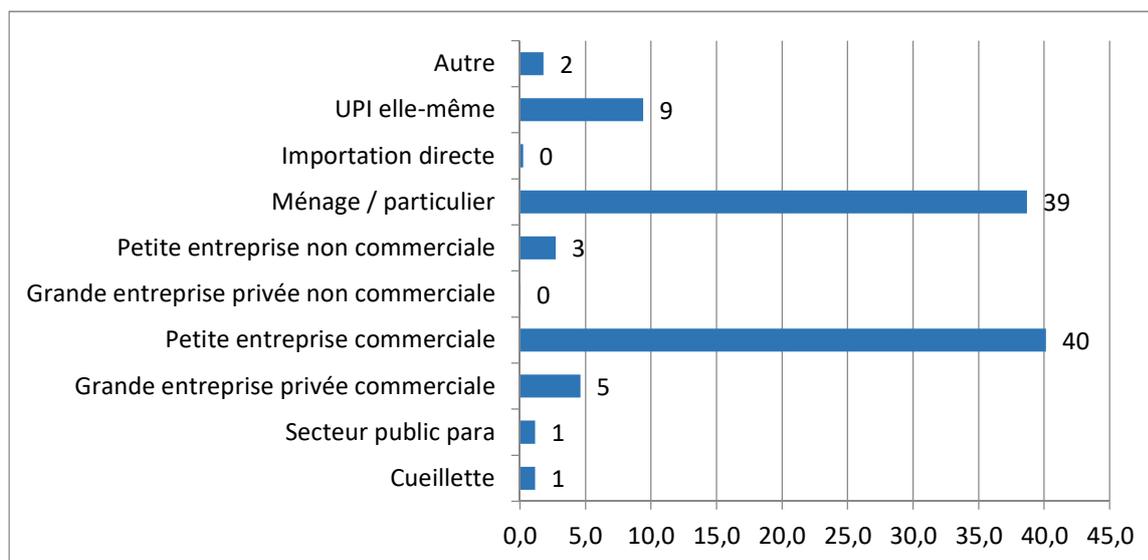
2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel

2.4.1. Performance économique

Les matières premières utilisées par les UPI en 2018 dans le cadre de leurs activités sont de diverses sources. Elles proviennent essentiellement des petites entreprises commerciales (40,0%) et des ménages ou de particuliers (39,0%). Les UPI font elles-mêmes très peu de l'auto-consommation (9,0%). Les

matières premières en provenance des petites entreprises non commerciales (3,0%) et de grandes entreprises privées commerciales (5,0%) représentent moins de 10,0% de la consommation totale de matières premières.

Graphique 2.5: Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[Sandra Pellet](#) (2014) affirme que les pays en développement, les pays émergents et les pays anciennement en transition post-socialiste, sont marqués par un secteur informel très important comptant souvent pour plus d'un tiers de leur revenu¹ et cette enquête va permettre d'avoir une idée sur certains agrégats économiques dans le secteur informel (tableau 2.8). Le chiffre d'affaire annuel réalisé par les UPI s'élèvent à 3.149,85 milliards de FCFA, réalisé à 18% par le secteur de l'industrie, 60,7% par le secteur du commerce et 21,2% par le secteur des services. Selon le milieu de résidence, ce chiffre d'affaire est réalisé à 9,7% à Cotonou, 49,9% dans autres urbains et 40,4% dans le milieu rural.

La production annuelle du secteur informel s'élève à 2.129,48 milliards de FCFA et elle est issue à 24,5% du secteur de l'industrie, 45,1% du commerce et 30,3% du secteur des services. Elle est produite à 9,7% à Cotonou, 46,2% dans autres urbains et 43,1% en milieu rural.

Le chiffre d'affaire annuel réalisé par les UPI s'élèvent à 3.149,85 milliards de FCFA, réalisé à 18% par le secteur de l'industrie, 60,7% par le secteur du commerce et 21,2% par le secteur des services. Selon le milieu de résidence, ce chiffre d'affaire est réalisé à 9,7% à Cotonou,

49,9% dans autres urbains et 40,4% dans le milieu rural.

La production annuelle du secteur informel s'élève à 2.129,48 milliards de FCFA et elle est issue à 24,5% du secteur de l'industrie, 45,1% du commerce et 30,3% du secteur des services. Elle est produite à 9,7% à Cotonou, 46,2% dans autres urbains et 43,1% en milieu rural.

Quant à la valeur ajoutée annuelle réalisée, elle s'élève à 1.502,08 milliards de FCFA. Elle provient à 20,3% du secteur de l'industrie, à 52,1% du commerce et 27,6% du secteur des services. Par rapport au milieu de résidence, Cotonou contribue pour 10%, autres urbains à 46,8% et le milieu rural à 43,2%.

Enfin, le revenu mixte annuel s'élève à 1.037,07 milliards de FCFA avec 17,8% issu de l'industrie, 57% du commerce et 25,2% du secteur des services. Aussi Cotonou a contribué pour 10,2%, autres urbains de 45,6% et du milieu rural pour 44,2%.

¹ [Sandra Pellet](#) (2014) ; Regards croisés sur l'économie, n°14, pages 103 à 108

Tableau 2.8: Principaux agrégats (en million de FCFA) du secteur informel suivant la zone et le secteur d'activité, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Chiffre affaire annuel	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel
Cotonou				
Industrie	32 127,5	30 316,8	18 420,8	8 097,0
Commerce	206 402,9	111 272,4	91 848,0	69 887,1
Service	67 517,9	64 992,9	40 533,4	27 681,2
Total	306 048,4	206 582,0	150 802,2	105 665,3
Autres urbains				
Industrie	210 040,5	191 134,0	110 836,1	61 548,1
Commerce	1 036 231,9	481 499,8	390 759,5	292 937,6
Service	326 526,5	311 912,8	200 822,9	118 357,5
Total	1 572 799,0	984 546,6	702 418,5	472 843,2
Rural				
Industrie	326 194,5	300 745,0	174 981,2	115 209,7
Commerce	670 139,8	368 609,7	300 126,7	228 231,6
Service	274 669,8	268 996,9	173 751,5	115 120,1
Total	1 271 004,0	938 351,5	648 859,5	458 561,4
Ensemble				
Industrie	568 362,5	522 195,7	304 238,1	184 854,8
Commerce	1 912 774,6	961 381,9	782 734,2	591 056,3
Service	668 714,2	645 902,6	415 107,8	261 158,8
Total	3 149 851,3	2 129 480,2	1 502 080,2	1 037 069,9
Contribution des secteurs d'activité et du milieu de résidence				
Cotonou	9,7	9,7	10,0	10,2
Autres urbains	49,9	46,2	46,8	45,6
Rural	40,4	44,1	43,2	44,2
Industrie	18,0	24,5	20,3	17,8
Commerce	60,7	45,1	52,1	57,0
Service	21,2	30,3	27,6	25,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité

L'ERI-ESI révèle que 20% des UPI les plus riches détiennent à elles seules, 70,5% du montant de la valeur ajoutée annuelle totale, contre 29,5% pour les 80% autres UPI restant. De plus l'analyse révèle l'existence de fortes inégalités au sein de ces déciles les plus pauvres. En effet, pour ces différents déciles d'UPI, l'indice de Gini est très largement en deçà de 0.5.

Tableau 2.9: Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) et leur inégalité, Bénin, 2018

Déciles de la valeur ajoutée	Effectif d'UPI	Valeur ajoutée annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Indice de GINI
10% les plus faibles	10,0	44 230	0,5	
2ième décile	10,0	104 832	1,2	0,10
3ième décile	10,0	171 156	2,0	0,07
4ième décile	10,0	240 463	2,8	0,05
5ième décile	10,0	315 172	3,7	0,04
6ième décile	10,0	409 866	4,8	0,04
7ième décile	10,0	531 012	6,1	0,04
8ième décile	10,0	727 362	8,4	0,07
9ième décile	10,0	1 134 802	13,1	0,09
10% les plus riches	10,0	4 952 319	57,4	0,53
Total	100,0	863 185	100,0	0,67

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée

La contribution des activités au chiffre d'affaire, à la production annuelle et à la valeur ajoutée n'est pas uniforme. En effet, quatre activités principales se dégagent: Le commerce de détail et en gros, l'activité de fabrication et celle d'hébergement et de la restauration.

En effet, la contribution de ce quatre activités au chiffre d'affaire annuel est 85,1% dont 14,6% pour l'activité de fabrication, 28,7% pour le commerce en gros, 30,2% pour le commerce en détail et 11,6% pour l'activité d'hébergement et de restauration.

Leur contribution à la production annuelle est 79,5% dont 20% pour l'activité de fabrication, 21% pour le commerce en gros, 22% pour le commerce en détail et 16,5% pour l'activité de l'hébergement et restauration.

Pour la valeur ajoutée, leur contribution est de 78% avec 15% pour l'activité de fabrication, 26,7% pour le commerce en gros, 23,3% pour le commerce en détail et 13% pour l'activité d'hébergement et restauration.

Le revenu mixte annuel représente dans l'ensemble 69% de la valeur ajoutée, la masse salariale 30% et l'impôt annuel versé 0,9% de la valeur ajoutée. Pour les différentes activités ciblées, la situation est la suivante:

- Pour l'activité de fabrication, le revenu mixte annuel produit représente 61,2% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale annuelle 38% et l'impôt annuel qui en est issu 0,8% de la valeur ajouté;
- Pour le commerce en gros, son revenu mixte annuel est de 86,3% de sa valeur ajoutée, la masse salariale 13,2% et l'impôt annuel de 0,5% de la valeur ajoutée;
- Quant au commerce en détail, son revenu mixte annuel est 63,5% de sa valeur ajoutée,

la masse salariale annuelle 35,1% et l'impôt annuel payé est 1,4% de la valeur ajouté;

- Enfin l'activité d'hébergement et de restauration a un revenu mixte annuel qui est 73,6% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale annuelle 26,2% et l'impôt annuel payé est 0,2% de sa valeur ajoutée.

Notons que la situation selon le secteur d'activité se présente comme suit:

- Le secteur de l'industrie contribue à 18% au chiffre d'affaire annuel, 20% à la production annuelle, 15% à la valeur ajoutée, le revenu mixte annuel issu de ce secteur représente 60,8% de la valeur ajoutée, sa masse salariale 36,8% et son impôt annuel 0,6% de la valeur ajoutée;
- Le secteur du commerce contribue pour 60,7% au chiffre d'affaire annuel du secteur informel, 45,1% à la production annuelle et 52,1% à la valeur ajoutée annuelle. Son revenu mixte annuel représente 75,5% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale 23,6% et son impôt annuel 0,9% de sa valeur ajoutée;
- Enfin, le secteur des services contribue à 21,2% du chiffre d'affaire annuel du secteur informel, 30,3% de la production annuelle et 27,6% de la valeur ajoutée annuelle du secteur informel. Son revenu mixte annuel représente 62,9% de sa valeur ajoutée annuelle, sa masse salariale annuelle 35,9% et son impôt annuel 1,2% de sa valeur ajoutée.

Tableau 2.10: Structure par secteur et branche d' activité de la production et des coûts du secteur informel, Bénin, 2018

Branches d'activité	Structure par branche(%)			Taux de valeur ajoutée (%)	Décomposition de la valeur ajoutée(%)		
	Chiffre d'affaire	Production	Valeur ajoutée		Revenu mixte	Masse salarial	Impôts/taxes
Activités extractives/mines	1,3	1,4	1,7	64,1	90,9	8,8	0,3
Activités de fabrication	14,6	20,0	15,0	49,0	61,2	38,0	0,8
Activités de production et distribution	0,0	0,0	0,1	66,8	58,0	42,0	0,0
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,0	0,0	0,0	74,5	59,1	40,9	0,0
Activités de construction	2,1	3,1	3,5	78,6	43,9	56,0	0,1
Commerce et réparation des pièces automobiles	1,8	2,1	2,1	54,2	70,6	28,3	1,0
Commerce de gros	28,7	21,0	26,7	44,4	86,3	13,2	0,5
Commerce de détail	30,2	22,0	23,3	36,8	63,5	35,1	1,4
Activités de transport	4,2	6,2	5,9	66,6	44,9	50,4	4,7
Activités d'entreposage	1,2	1,8	2,4	93,9	87,6	12,4	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	11,6	16,5	13,0	53,3	73,6	26,2	0,2
Activités de l'information et de communication	0,2	0,3	0,3	71,0	27,9	72,1	0,0
Activités financiers et d'assurance	0,0	0,0	0,0	68,2	44,4	55,2	0,4
Activités immobiliers	0,2	0,3	0,3	69,2	54,2	45,8	0,0
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,4	0,6	0,5	67,9	73,9	26,1	0,0
Activités de services de soutien et de bureau	0,3	0,5	0,6	82,4	50,8	49,2	0,0
Enseignement	0,2	0,2	0,3	91,1	81,3	18,7	0,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,5	0,7	0,7	69,2	39,6	60,4	0,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,1	0,1	0,2	84,0	33,2	66,8	0,0
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	2,1	2,8	3,0	70,3	44,2	55,0	0,9
Activités spéciales des ménages	0,2	0,2	0,3	87,5	52,2	47,8	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	47,7	69,0	30,0	0,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Les facteurs de production sont les éléments importants et nécessaires à la production des biens et services. Il s'agit du travail et du capital.

La production dans le secteur informel est essentiellement artisanale. Le capital est peu disponible et production est relativement à intensité de main d'œuvre élevée. Le **Tableau 2.11** des indicateurs de la productivité montre globalement qu'une personne apporte comme valeur ajoutée 61 201 FCFA / mois alors qu'une unité de capital n'apporte 86,7 FCFA / mois à la valeur ajoutée. Toutefois, les performances sont plus élevées eu milieu urbain que rural. A Cotonou et dans autres urbains, l'unité de main d'œuvre permet d'obtenir 73 600 FCFA et 62 081 FCFA en

valeur ajoutée respectivement et l'unité de capital respectivement 257,7 FCFA et 122,8 FCFA. En milieu rural la main d'œuvre et le capital apporte respectivement 58 067 FCFA et 43,2 FCFA à la valeur ajoutée.

La productivité par heure est très élevée à Cotonou que dans les autres milieux. Une heure de temps de production à Cotonou permet d'avoir une valeur ajoutée de 1 169 FCFA alors qu'elle ne permet d'obtenir que 678 FCFA et 672 FCFA respectivement dans d'autres urbains et en milieu rural.

Tableau 2.11: Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	VA/L (FCFA/Mois)	VA/K (En FCFA/ unité de capital)	VA/H (de FCFA /nombre d'heure de travail dans le mois)
Cotonou			
Industrie	52 353	34,8	1 038
Commerce	89 873	358,7	1 143
Service	59 471	299,9	1 278
Total	73 600	257,7	1 169
Autres urbains			
Industrie	37 441	65,5	420
Commerce	80 954	198,2	750
Service	55 194	67,7	779
Total	62 081	122,8	678
Rural			
Industrie	40 479	31,0	563
Commerce	72 642	62,7	722
Service	59 657	33,1	741
Total	58 067	43,2	672
Ensemble			
Industrie	39 852	45,8	529
Commerce	78 339	141,5	778
Service	57 453	55,0	808
Total	61 201	86,7	716

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.5. Secteur informel et l'Etat

Tout entreprise dès sa création doit remplir certaines formalités, notamment se faire enregistrer dans les registres administratifs, obtenir le numéro d'identification fiscal et faire enregistrer leur personnel à la sécurité sociale.

L'ERI-ESI a permis d'étudier la situation de l'inscription dans les registres administratifs par les CUPI et les UPI disposant de l'Identifiant Fiscal Unique (IFU), du Registre de Commerce (RC) et du numéro de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (N° CNSS).

Il ressort du **Tableau 2.12** que 98,2% des CUPI ont déclaré ne s'être pas inscrites dans aucun registre administratif contre 1,4% qui sont enregistrées dans un registre et 0,4% inscrites dans au moins deux registres. .

Selon le milieu de résidence et quel que soit le secteur d'activités, on remarque que très peu d'UPI ont déclaré avoir l'IFU dans le milieu rural (6,6%) contre 3,8% à Cotonou et 1,5% pour les autres milieux urbains.

Selon le secteur d'activité, c'est dans le secteur du commerce que le taux d'enregistrement des UPI au NIF est au-dessus de la moyenne avec 1,7%.

Tableau 2.12: Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Situation de l'inscription dans les registres administratifs			Total	Effectif
	Enregistré dans aucun registre	Enregistré dans un registre	Enregistré dans au moins deux registres		
Cotonou					
Industrie	96,7	1,8	1,6	100,0	21 465
Commerce	93,2	5,4	1,4	100,0	67 475
Service	95,9	2,5	1,6	100,0	44 074
Ensemble	94,7	3,8	1,5	100,0	133 014
Autres urbains					
Industrie	97,8	1,5	0,7	100,0	150 831
Commerce	97,3	2,0	0,7	100,0	264 644
Service	98,9	0,9	0,1	100,0	179 982
Ensemble	97,9	1,5	0,5	100,0	595 458
Rural					
Industrie	99,5	0,5	0,0	100,0	204 459
Commerce	99,7	0,2	0,1	100,0	217 737
Service	98,5	1,4	0,1	100,0	154 495
Ensemble	99,3	0,6	0,1	100,0	576 691
Ensemble					
Industrie	98,7	1,0	0,4	100,0	376 755
Commerce	97,7	1,7	0,6	100,0	549 857
Service	98,4	1,3	0,3	100,0	378 551
Ensemble	98,2	1,4	0,4	100,0	1 305 162

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Les CUPI enquêtés en 2018 au Bénin au cours de l'ERI-ESI ont exprimé les différentes raisons pour lesquelles ils ne se sont pas inscrits au IFU.

L'examen du motif de non enregistrement des UPI montre que les UPI ne savent pas qu'il faut s'inscrire (56,95%), plus particulièrement dans l'industrie (58,75%). Par ailleurs, elles jugent non obligatoire l'enregistrement des UPI (20,85%),

notamment dans le secteur des services (22,11%), enfin que la démarche d'enregistrement est trop compliquée (15,69%), notamment dans le secteur du service (16,72%) et accessoirement elles ne veulent pas collaborer avec l'état (2,49%).

Graphique 2.6: Les raisons du non enregistrement au IFU des UPI selon la zone et le secteur d'activité, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

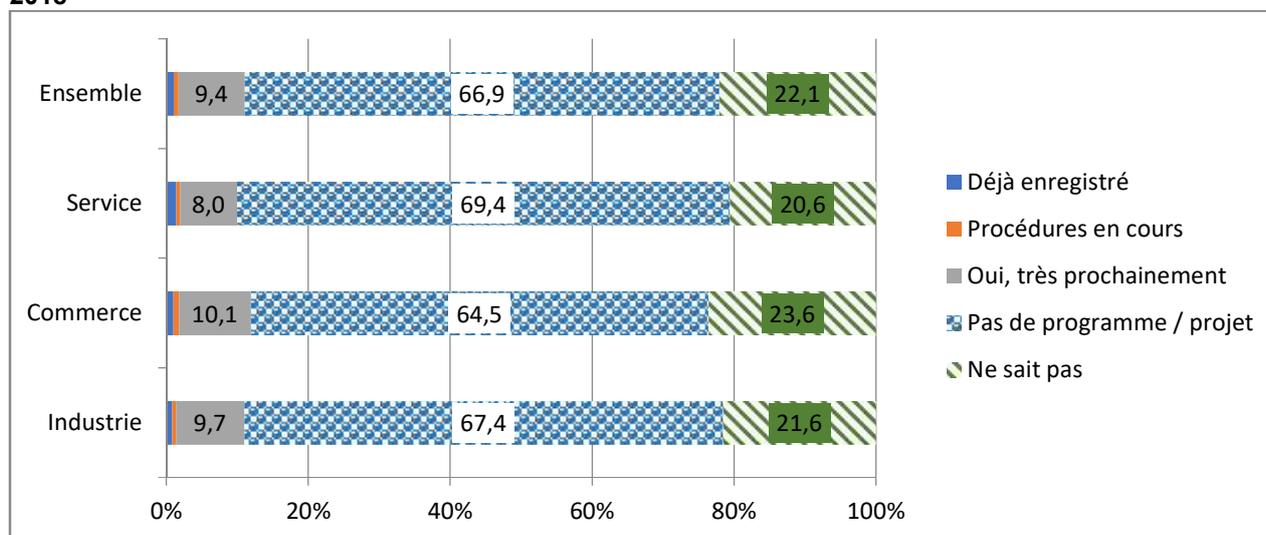
2.5.1. Principal intérêt de se faire enregistrer

Face à cette situation, une question leur a été posée pour savoir si les chefs des UPI ont l'intention de faire enregistrer leurs UPI (**Graphique 2.7**)

Dans l'ensemble, 7 sur 10 des CUPI questionnés n'ont pas de programme ni de projet d'enregistrer leurs UPI dans un registre administratif (66,9%), notamment dans le secteur des services (69,4%), 22,1% ne savent pas si elles vont s'inscrire,

surtout dans le commerce (23,6%) et seulement 9,4% des UPI veulent s'inscrire très prochainement, notamment dans le commerce (10,1%) et dans l'industrie (9,7%).

Graphique 2.7: Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

L'une des difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises tant du formel que l'informel est le financement de leurs activités. L'accès au crédit fait partie des paramètres essentiels de toute unité de productions. Est-ce suffisant pour inciter les unités de productions à se faire enregistrer ?

L'objectif recherché dans le est de voir la compréhension qu'ont les CUPI des avantages qu'ils ont à se faire enregistrer au guichet unique.

De l'analyse du principal intérêt (**Tableau 2.13**) pour les CUPI de se faire enregistrer, il ressort que l'accès au crédit est la principale raison (22,5%), notamment pour les UPI du secteur des services (25,2%) et celles résidant en milieu rural (25,1%).

Il faut noter que 20,6% des UPI ne trouvent aucun intérêt de se faire enregistrer (20,6%) et que 43,4% des UPI ne savent pas quel intérêt elles ont à se faire enregistrer.

Tableau 2.13: Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Principal intérêt de se faire enregistrer							Total	Effectif
	Accès au crédit	Accès au meilleur emplacement sur le marché	Vente de produits aux grandes sociétés	Publicité	Aucun intérêt	Autre	Ne sait pas		
Cotonou									
Industrie	17,2	3,7	15,2	2,9	31,7	0,8	28,5	100,0	23 797
Commerce	21,3	1,5	5,8	0,0	31,7	2,1	37,6	100,0	72 118
Service	14,8	1,9	3,5	0,0	29,9	3,6	46,3	100,0	47 638
Ensemble	18,5	2,0	6,6	0,5	31,1	2,4	39,0	100,0	143 553
Autres urbains									
Industrie	22,3	4,9	6,0	1,9	20,6	2,6	41,6	100,0	194 896
Commerce	17,5	4,3	2,8	1,5	26,0	3,7	44,3	100,0	346 501
Service	23,8	2,8	3,1	4,1	24,7	2,0	39,5	100,0	255 319
Ensemble	20,7	4,0	3,7	2,4	24,3	2,9	42,1	100,0	796 716
Ens. urbain									
Industrie	21,7	4,8	7,0	2,0	21,8	2,4	40,2	100,0	218 693
Commerce	18,1	3,8	3,3	1,2	27,0	3,4	43,1	100,0	418 619
Service	22,4	2,7	3,1	3,5	25,5	2,2	40,5	100,0	302 956
Ensemble	20,3	3,7	4,1	2,1	25,3	2,8	41,6	100,0	940 269
Rural									
Industrie	22,5	4,5	6,0	2,7	15,6	2,2	46,5	100,0	273 427
Commerce	24,6	6,1	3,9	2,7	13,7	2,6	46,4	100,0	306 771
Service	29,2	3,6	2,3	3,4	16,3	2,1	43,0	100,0	215 952
Ensemble	25,1	4,9	4,2	2,9	15,1	2,3	45,5	100,0	796 150
Ensemble									
Industrie	22,2	4,6	6,4	2,4	18,4	2,3	43,7	100,0	492 120
Commerce	20,9	4,8	3,6	1,8	21,4	3,0	44,5	100,0	725 390
Service	25,2	3,1	2,8	3,5	21,7	2,2	41,6	100,0	518 909
Ensemble	22,5	4,2	4,2	2,5	20,6	2,6	43,4	100,0	1 736 419

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.5.2. Opinions générales par rapport à l'impôt

Du fait de leur caractère informel, la majorité des UPI ne contribuent pas à l'effort national de développement en payant leurs impôts.

Le financement du développement d'une nation peut être obtenu par les diverses contributions des entreprises et des établissements dont fait partie les UPI. Il ressort de l'analyse du tableau 2.14 qu'au Bénin, seulement 19,5% des CUPI sont prêts à payer leurs impôts, notamment les UPI du secteur de l'industrie (21,6%) et du secteur des services (19,4%). Il est à noter que 4,4% des UPI

déclarent payer leurs impôts et plus de ¾ des UPI (76,1%) ne sont pas prêtes à contribuer aux finances de l'Etat à travers le paiement des impôts.

Selon le milieu de résidence, plus de CUPI en milieu rural (23,1%) sont prêts à payer les impôts comparativement à ceux du milieu urbain (16,4%).

Tableau 2.14: Disposition générale des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Prêt à payer des impôts sur votre activité			Total	Effectif
	Je paie déjà	Oui	Non		
Cotonou					
Industrie	3,3	21,8	75,0	100,0	23 797
Commerce	4,5	13,3	82,2	100,0	72 118
Service	3,2	23,0	73,9	100,0	47 638
Ensemble	3,8	17,9	78,2	100,0	143 553
Autres urbains					
Industrie	6,0	17,9	76,2	100,0	194 896
Commerce	6,9	15,8	77,3	100,0	346 501
Service	4,9	15,2	79,9	100,0	255 319
Ensemble	6,0	16,1	77,9	100,0	796 716
Ens. urbain					
Industrie	5,7	18,3	76,0	100,0	218 693
Commerce	6,5	15,4	78,2	100,0	418 619
Service	4,6	16,4	78,9	100,0	302 956
Ensemble	5,7	16,4	77,9	100,0	940 269
Rural					
Industrie	2,8	24,2	73,0	100,0	273 427
Commerce	2,1	21,8	76,1	100,0	306 771
Service	4,1	23,6	72,3	100,0	215 952
Ensemble	2,9	23,1	74,0	100,0	796 150
Ensemble					
Industrie	4,1	21,6	74,3	100,0	492 120
Commerce	4,6	18,1	77,3	100,0	725 390
Service	4,4	19,4	76,2	100,0	518 909
Ensemble	4,4	19,5	76,1	100,0	1 736 419

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

2.6. Problèmes et perspectives

Le secteur informel rencontre d'importantes difficultés ou problèmes qui peuvent être regroupés en six blocs thématiques (économiques, managériales, techniques, gestion, cadre légal, autres). Ces blocs thématiques de problèmes résument autant d'aspects dont la prise en compte permet de mieux comprendre les orientations stratégiques des profils d'UPI analysés.

Les données du **Tableau 2.15** renseignent sur les six grands groupes de difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal selon le milieu de résidence en fonction des secteurs d'activité.

La première difficulté à laquelle les UPI sont confrontées est celle relative aux difficultés techniques de fabrication (42,2%), notamment dans le secteur de l'industrie (47,9%).

D'autres difficultés comme l'approvisionnement en matières premières (26,5%) et manque de machines et d'équipements (26,2%), notamment dans le secteur de l'industrie (27,9% et 31,1% respectivement) et dans le secteur du commerce

(27,9% et 27,8% respectivement), viennent en deuxième position.

Enfin, comme autres difficultés, on a les problèmes d'énergie (12,9%) et d'obsolescence des équipements (8,6%), notamment dans le secteur de l'industrie (18,6%) pour les problèmes d'énergie et dans les secteurs du commerce (9,0%) et des services (9,6%) pour le problème d'obsolescence des équipements.

L'analyse selon le milieu de résidence, s'il n'existe pas de différence significative en matière de difficultés techniques d'approvisionnement, l'importance des autres difficultés varie selon le milieu de résidence. Ainsi, en milieu urbain, les difficultés pertinentes sont celles relatives aux

manques de machines et équipement (28,3% dont 35,4% à Cotonou), l'obsolescence des équipements (10,6% et 15,7% à Cotonou) et le problème d'énergie (12,7% et 15,6% à Cotonou).

En milieu rural ce sont les problèmes d'énergie ((13%) et d'approvisionnement en matières premières (29,8%) qui se posent le plus.

Tableau 2.15: Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Bénin, 2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Difficultés techniques de fabrication	Manque de machine, d'équipements	Obsolescence des équipements	Problèmes d'énergie	Approvisionnement en matières premières	Trop de réglementation, d'impôts et de taxes
Cotonou						
Industrie	45,1	35,2	16,9	26,2	23,3	18,8
Commerce	44,0	37,5	14,7	11,3	28,4	9,1
Service	35,5	31,3	16,7	16,8	18,7	16,8
Ensemble	41,4	35,0	15,7	15,6	24,3	13,2
Autres urbains						
Industrie	45,7	28,1	7,7	17,9	29,0	22,5
Commerce	42,1	29,2	10,8	8,7	25,4	20,2
Service	38,4	23,3	9,6	12,6	17,1	18,1
Ensemble	41,8	27,0	9,7	12,2	23,6	20,1
Ens. urbain						
Industrie	45,6	28,9	8,7	18,8	28,4	22,1
Commerce	42,4	30,6	11,5	9,2	25,9	18,3
Service	38,0	24,5	10,7	13,2	17,3	17,9
Ensemble	41,7	28,3	10,6	12,7	23,7	19,0
Rural						
Industrie	49,7	27,2	5,6	18,4	33,2	21,4
Commerce	41,1	24,2	5,7	7,0	30,3	21,9
Service	36,5	18,9	7,9	14,6	24,9	21,0
Ensemble	42,8	23,8	6,3	13,0	29,8	21,5
Ensemble						
Industrie	47,9	27,9	7,0	18,6	31,1	21,7
Commerce	41,8	27,9	9,0	8,3	27,8	19,8
Service	37,4	22,2	9,6	13,8	20,5	19,2
Ensemble	42,2	26,2	8,6	12,9	26,5	20,2

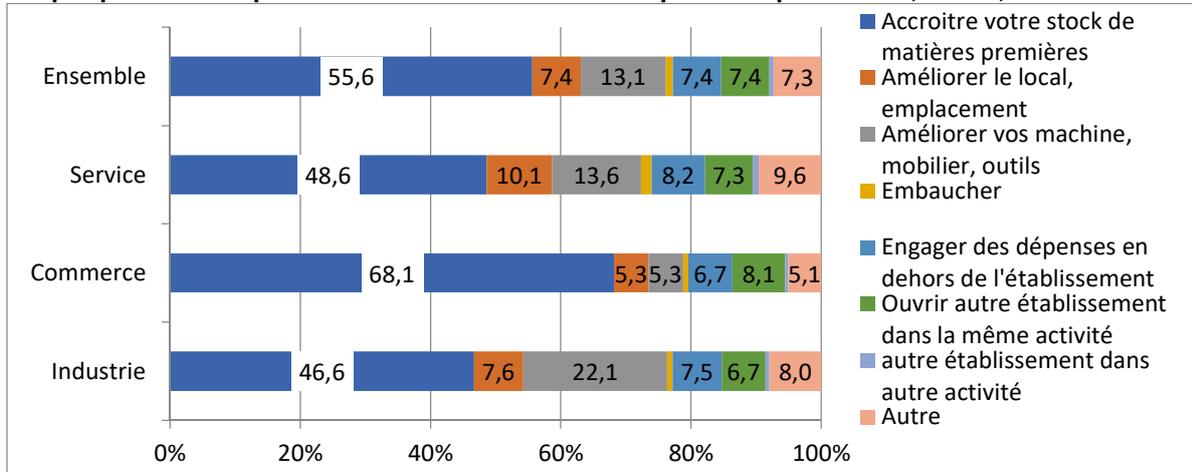
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Compte tenu des difficultés rencontrées, un potentiel accès à un crédit peut-il contribuer à l'amélioration de la rentabilité des UPI.

Dans l'ensemble, un crédit potentiel peut permettre à accroître le stock des matières premières des UPI (55,6%), particulièrement dans le secteur du commerce (68,1%), à améliorer les

machines, mobiliers et outils (13,1%), notamment dans le secteur de l'industrie (22,1%), puis à améliorer le local, à ouvrir d'autres établissement respectivement à 7,4%.

Graphique 2.8: Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité

3.1. Démocratie et droit de l'homme

Depuis plus d'une dizaine d'années, de nombreux pays du continent ont entrepris des réformes pour la consolidation de la démocratie qu'ils ont adoptée comme système de gouvernance depuis les années 1990. Globalement, il est attendu de ces réformes que les institutions publiques appliquent de manière accrue les principes de gouvernance démocratique et des droits de l'homme.

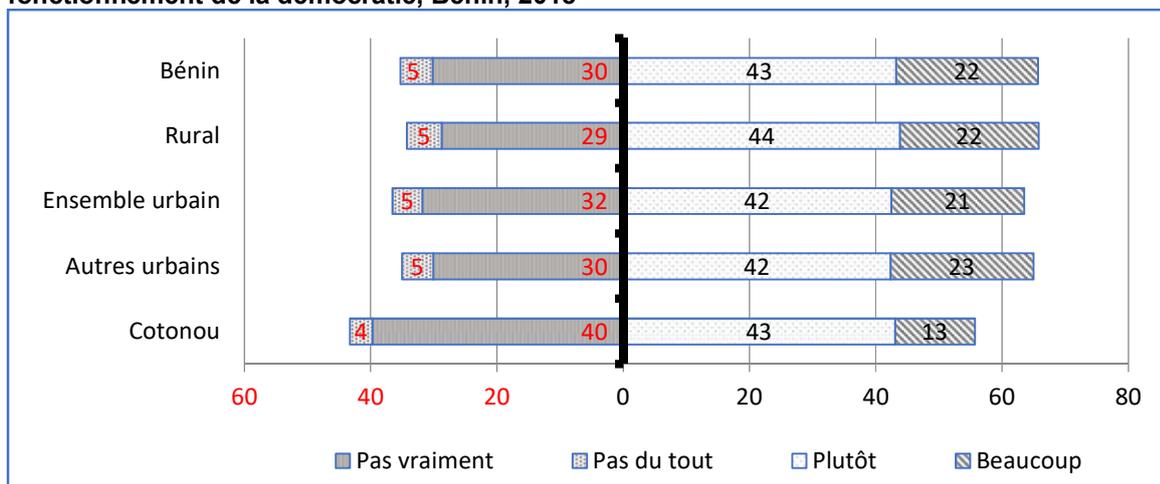
Ce chapitre rend compte des résultats relatifs à l'opinion de la population sur le fonctionnement et le respect des principes fondamentaux de la démocratie de même que ceux des droits de l'homme. Il met également en exergue le choix des principes que les populations jugent essentiels. Les principaux résultats du chapitre se présentent comme suit :

3.1.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs

Au Bénin en 2018, les avis des citoyens quant au fonctionnement de la démocratie sont partagés. En effet, ce sont 64% de la population adulte (les personnes âgées de 18 ans ou plus) qui sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie. Parmi ces derniers, 22% déclarent être beaucoup satisfaits dudit fonctionnement et 43% pensent être plutôt satisfaits de ce fonctionnement (Graphique 3.1). On observe peu de différence

d'appréciation entre le milieu urbain (66%) et le milieu rural (66%). A l'opposé, plus d'un Béninois sur trois (35%) n'est pas satisfait du fonctionnement de la démocratie au Bénin, parmi lesquels 5% ne le sont pas du tout. Ces avis négatifs ne peuvent être négligés, même si globalement le fonctionnement de la démocratie ne fait plus de doute.

Graphique 3.1 Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Bénin, 2018



Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.1.2. Droit de l'homme

L'un des objectifs fondamentaux de la démocratie est de garantir le respect des droits de l'homme. Au Bénin, 63,3% de la population des adultes estiment que les droits de l'homme sont respectés dans le pays (23,9% pour beaucoup et 39,4 pour plutôt).

L'analyse, selon le sexe, révèle que 62,1% des hommes et 64,8% des femmes estiment que les droits de l'homme sont respectés.

Selon le niveau d'instruction, les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (64,5%) pensent que les droits de l'homme sont respectés au Bénin contre 60,1% des personnes de niveau supérieur.

Suivant le milieu de résidence, il a été constaté que 47,5% des populations de Cotonou contre 62,7% de l'ensemble urbain et 63,9% du milieu rural pensent que les droits de l'homme sont respectés au Bénin. (Tableau 3.1).

Tableau 3.1: Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	Opinion des individus de 18 ans et plus sur le respect des droits de l'homme				Total	Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout		
Sexe						
Homme	22,9	39,2	30,3	7,7	100	2 484 933
Femme	24,7	40,1	28,4	6,7	100	2 694 474
Groupe d'âges						
18-24 ans	24,5	37,9	30,0	7,5	100	876 835
25-34 ans	23,8	39,1	30,3	6,7	100	1 584 477
35-44 ans	23,6	40,3	28,5	7,6	100	1 288 693
45-54 ans	23,7	38,8	29,6	7,8	100	800 404
55 ans et Plus	24,0	40,8	28,6	6,6	100	858 721
Niveau d'instruction						
Aucun	24,6	39,9	28,3	7,1	100	3 243 834
Primaire	21,5	40,1	31,2	7,2	100	752 377
Secondaire	23,5	39,0	30,2	7,3	100	894 989
Supérieur	23,3	36,8	32,4	7,5	100	266 343
Milieu de résidence						
Cotonou	12,2	35,3	45,9	6,6	100	458 289
Autres urbains	26,3	39,7	26,7	7,3	100	2 082 037
Ens. urbain	23,8	38,9	30,1	7,2	100	2 540 326
Rural	24,0	39,9	28,8	7,3	100	2 868 804
Bénin	23,9	39,4	29,4	7,2	100	5 409 130

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.1.3. Indice des droits de l'homme et participation

Quatre domaines (droits civils et politiques, participation, absence de discrimination et d'inégalités de sexe) ont été identifiés (Tableau 3.2) pour évaluer la composante droite de l'homme et participation. Plus l'indice tend vers l'unité plus le droit du citoyen est respecté.

Au Bénin, la population pense que le "droit de l'homme et participation" est moyennement respecté avec un indice de 0,636. Il est plus respecté chez les hommes (0,640), les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (0,640), les personnes âgées de 60 ans ou plus (0,641) et les personnes résidant dans autres urbains (0,642).

Ce niveau de respect de droit de l'homme est affecté par le degré de respect des "droits civils politiques" (0,666) et le droit de "participation" (0,636). Ces droits sont plus respectés par les hommes (0,647 et 0,939 respectivement), les personnes âgées de 60 ans ou plus (0,667 et 0,642), celles n'ayant aucun niveau d'instruction

(0,685 et 0,642) et celles résidant en milieu rural (0,688 et 0,643 respectivement).

Pour la population, le droit d'absence de discrimination et d'inégalité de sexe est celui qui

est le moins respecté avec un indice de 0,564, particulièrement selon les personnes résidant en milieu rural (0,556), les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (0,561), celles de 18-34 ans (0,555) et les hommes (0,558).

Tableau 3.2: Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Droit de l'homme et participation
Sexe				
Homme	0,674	0,639	0,558	0,640
Femme	0,633	0,620	0,591	0,620
Groupe d'âges				
18 - 34 ans	0,669	0,636	0,555	0,636
35 - 59 ans	0,665	0,633	0,565	0,635
60 ans et plus	0,667	0,642	0,575	0,641
Niveau d'instruction				
Aucun	0,685	0,647	0,561	0,648
Primaire	0,635	0,615	0,566	0,615
Secondaire	0,652	0,623	0,559	0,624
Supérieur	0,619	0,623	0,598	0,618
Milieu de résidence				
Cotonou	0,550	0,536	0,573	0,545
Autres urbains	0,662	0,647	0,573	0,642
Ens. urbain	0,642	0,627	0,573	0,625
Rural	0,688	0,643	0,556	0,646
Bénin	0,666	0,636	0,564	0,636

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.2. Qualité des institutions et corruption

Certaines institutions, de par leur mission, sont au contact des populations pour l'offre des services de proximité. Dans les faits, l'offre de service se fait avec de nombreuses difficultés, des pratiques illégales s'établissent au point d'entraver les missions assignées à ces services. La corruption prend de l'ampleur au point que la lutte contre ce phénomène est inscrite dans les ODD. Cette lutte fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

La qualité des institutions intervenant dans la GPS se mesure par l'accès des populations aux services délivrés, par la réactivité, la perception et la confiance des citoyens par rapports aux institutions. Dans ce chapitre, les résultats de l'enquête sur ces différents aspects sont présentés.

3.2.1. Accès et confiance dans les institutions

Dans le **Tableau 3.3**, la mesure de confiance se rapporte aux usagers des services c'est-à-dire ceux qui ont établi un contact soit par l'accès ou la demande de service.

On remarque que globalement la population a confiance aux différentes administrations et systèmes qui ont fait l'objet d'études, mais le degré de confiance le plus élevé est pour le système de santé public (77,2%) et les services publics d'éducation (72,9%), notamment les personnes classées dans la classe moyenne de niveau de vie (80,3% et 76,9% respectivement),

les personnes résidant dans autres urbains (78,9% et 75%), les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (78,3% pour le système de santé) et celle ayant le niveau du secondaire (74,3% pour le système d'éducation) et les femmes (78,3% et 72,9% respectueusement),

Vient ensuite la gestion de l'"administration (en général)" et le système d'"information/médias officiels" avec respectivement 60,3% et 62,7% de la population qui ont une bonne impression, notamment les personnes résidant en milieu urbain (62,6% et 67,1% respectivement), les personnes de la classe des plus riches (62,9% pour l'administration) et de la quatrième classe de niveau de vie (65,2% pour les médias) ;

En troisième position, la population a placé moyennement sa confiance en "la justice" (54,5%), à la "police" (55,1%) et au "système de sécurité sociale" (53,9%).

Enfin, la population a peu confiance au système de "fisc, impôt et douane" (46,5%).

Tableau 3.3: Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	L'administration (en général)	La justice	La police	Le système de santé public	Le système public d'éducation	Le fisc (impôt, douanes)	Le système de sécurité sociale	Information / Média officiels
Sexe								
Homme	62,9	57,3	56,8	75,7	72,8	46,8	54,0	63,7
Femme	56,9	51,4	52,9	78,3	72,9	45,8	54,8	61,8
Groupe d'âges								
18-24 ans	64,8	55,1	59,4	79,4	73,6	40,7	50,4	63,4
25-34 ans	58,5	56,8	56,8	77,2	71,6	45,2	51,6	62,3
35-44 ans	61,0	53,2	53,5	77,9	75,6	48,6	54,8	65,0
45-54 ans	61,0	52,1	54,5	76,2	71,9	45,7	53,5	62,0
55 ans et Plus	58,3	53,7	51,9	74,7	70,8	50,5	59,8	60,7
Niveau d'instruction								
Aucun	54,3	51,7	53,0	78,3	72,1	44,4	51,5	59,3
Primaire	61,1	58,8	54,9	76,2	73,6	49,8	56,3	69,6
Secondaire	68,2	56,6	58,6	74,4	74,3	46,6	58,9	63,6
Supérieur	70,8	66,2	66,3	74,1	73,9	58,3	67,6	74,8
Milieu de résidence								
Cotonou	62,3	56,0	53,6	68,8	70,5	45,1	60,9	58,8
Autres urbains	62,7	59,1	61,2	78,9	75,0	48,2	56,4	68,4
Ens. urbain	62,6	58,6	60,1	77,6	74,4	47,7	57,2	67,1
Rural	57,8	50,7	50,6	76,9	71,5	45,2	51,0	58,2
Quintile de niveau de vie								
Le plus pauvre	57,0	51,6	55,9	77,1	71,4	48,2	51,4	61,2
Second	55,1	49,4	51,2	77,0	73,8	42,3	50,3	62,9
Moyen	60,5	55,9	55,0	80,3	76,9	43,9	54,6	64,0
Quatrième	62,3	58,2	58,6	77,1	73,2	47,4	55,1	65,2
Le plus riche	62,9	54,8	54,0	74,9	69,7	47,7	56,0	60,7
Bénin	60,3	54,5	55,1	77,2	72,9	46,5	53,9	62,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.2.2. Situation de la corruption

Considéré comme un facteur qui handicape le développement économique et social, la corruption prend de plus en plus de l'ampleur dans nos sociétés. La lutte contre le phénomène fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes. Le niveau de la corruption, la perception de la corruption, les mécanismes et les institutions mis en place pour lutter contre le phénomène sont des baromètres de la bonne gouvernance.

Interrogés sur l'état de la corruption dans le pays, 7 Béninois sur 10 âgés de 18 ans et plus (71,8%) estiment que la corruption est un problème dans le pays. En considérant le niveau d'instruction, plus le niveau s'élève, les individus estiment davantage que la corruption est importante. En effet, les déclarations représentent 68,8% pour ceux qui sont sans aucun niveau, 75,7% de niveau primaire, 75,8% de niveau secondaire et 82,2% de niveau supérieur.

Selon le milieu de résidence, ils sont à Cotonou et au milieu rural, respectivement 7 personnes sur

10, 8 personnes sur 10 dans les autres villes à estimer que la corruption est importante au Bénin.

Si, la majorité des individus estiment que la corruption est importante dans le pays, il y a seulement 11,5% interviewés qui ont déclaré avoir eu au moins une fois affaire avec un agent public à qui, ils ont versé un pot de vin. Les hommes ont été les plus nombreux à verser un pot de vin (15,2%) contre seulement 8,0% pour les femmes. Il y a eu plus de personnes ayant versé de pot de vin dans le rang des intellectuels (14,4%) que dans le rang de illettrés (10,6%).

Tableau 3.4: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographique et milieux de résidence	% des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays	% des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public à qui ils ont versé un pot de vin [1]
Sexe		
Homme	72,3	15,2
Femme	71,3	8,0
Groupe d'âges		
18-24 ans	72,3	9,0
25-34 ans	71,0	12,2
35-44 ans	71,9	12,0
45-54 ans	73,2	12,5
55 ans et Plus	71,2	10,9
Niveau d'instruction		
Aucun	68,8	10,6
Primaire	75,7	13,3
Secondaire	75,8	12,5
Supérieur	82,2	14,4
Milieu de résidence		
Cotonou	69,7	4,5
Autres urbains	75,1	11,4
Ens. urbain	74,1	10,6
Rural	69,7	12,3
Bénin	71,8	11,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] Indicateur ODD 16.5.1

3.3. Etat de la gouvernance

De nombreux pays ont entrepris des réformes en vue de la consolidation de l'état de droit. Dans ce processus, il est nécessaire de procéder à l'évaluation de l'état de gouvernance.

3.3.1. Gouvernance administrative

Un aspect de la gouvernance abordé par l'enquête est la recevabilité des autorités locales. L'analyse du **Tableau 3.5** ci-après fournit des informations intéressantes sur l'opinion que se font les citoyens de la gouvernance des autorités locales et communales.

Selon l'enquête ERI-ESI, seulement 31,8% des individus de 18 ans et plus (dont 6,1% pour beaucoup) pensent que les autorités locales et communales les consultent dans la prise des décisions. La proportion de ceux qui estiment que les autorités locales et communales consultent les citoyens dans la prise de décision sont à rechercher parmi les personnes âgées de 55 ans ou plus (34,3%), les personnes sans aucun niveau d'instruction (35,2%), celles résidant en milieu rural (35,3%) ou celles classées dans la classe moyenne du niveau de vie (33,3%).

Tableau 3.5: Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	Conseil local/communal consulte les citoyens dans la prise de décision					Total	Effectif
	Beaucoup	Plutôt	% estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision [1]	Pas vraiment	Pas du tout		
Sexe							
Homme	6,3	26,5	32,8	53,4	13,8	100	2 594 756
Femme	5,8	25	30,9	55,2	13,9	100	2 813 312
Groupe d'âges							
18-24 ans	5,4	21,9	27,3	56,4	16,3	100	823 052
25-34 ans	5,8	26,4	32,2	54,3	13,5	100	1 581 759
35-44 ans	5,6	26,2	31,8	54,3	13,9	100	1 317 332
45-54 ans	6,5	26,2	32,7	54,3	13,1	100	817 008
55 ans et Plus	7,5	26,8	34,3	52,7	13	100	868 917
Niveau d'instruction							
Aucun	6,8	28,4	35,2	52,6	12,2	100	3 374 321
Primaire	5,5	22,9	28,4	56,3	15,4	100	788 625
Secondaire	4,6	20,5	25,2	58	16,8	100	940 885
Supérieur	3,7	17,8	21,5	59,6	19	100	280 586
Milieu de résidence							
Cotonou	1,9	11,8	13,7	65,4	20,9	100	458 197
Autres urbains	5,6	25,3	30,9	54,7	14,4	100	2 083 019
Ens. urbain	5	22,8	27,8	56,6	15,6	100	2 541 216
Rural	7	28,3	35,3	52,4	12,3	100	2 866 852
Quintile de niveau de vie							
Le plus pauvre	5,8	25,8	31,6	55	13,5	100	919 266
Second	4,8	26,7	31,5	56,6	11,9	100	980 800
Moyen	7,5	25,7	33,3	53,8	12,9	100	1 058 701
Quatrième	5,8	26,2	32	53,6	14,4	100	1 151 328
Le plus riche	6,1	24,8	31	52,9	16,1	100	1 236 841
Bénin	6,1	25,7	31,8	54,4	13,9	100	5 408 068

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] Proxy ODD 16.7.2

3.3.2. Participation citoyenne et politisation

Une très faible proportion de population (**Tableau 3.6**) pense que les autorités centrales prennent en compte des préoccupations de la population et des groupes minoritaires. On estime à quatre individus sur dix (38,8%), ceux qui estiment que les autorités centrales prennent en compte les préoccupations ou les demandes de la population, notamment les personnes classées parmi les plus pauvres (49,7%) et celles issues des personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (40,7%). Il y a peu de différence significative selon les autres caractéristiques sociodémographiques.

De plus, seulement 30,7% des individus estiment que l'autorité centrale prend en compte les préoccupations des parties de l'opposition et 26,8% des individus pensent que les préoccupations des minorités sont prises en compte, notamment les personnes résidant en milieu rural (33,2% et 28,8% respectivement), les personnes âgées de 55 ans ou plus (32,8% et 28,8%) et celles n'ayant aucun niveau d'instruction (32,9% et 29% respectivement).

Tableau 3.6: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	Politiciens prennent en compte les préoccupations/demandes de la population ?						Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Total	Les partis politiques d'opposition	
Sexe							
Homme	14,6	24,3	38,9	44,1	17,0	100,0	27,4
Femme	14,3	23,5	37,8	45,6	16,6	100,0	26,2
Groupe d'âges							
18-24 ans	15,4	21,4	36,8	45,1	18,1	100,0	23,2
25-34 ans	13,9	24,9	38,8	44,4	16,8	100,0	28,4
35-44 ans	13,2	24,7	37,9	45,2	16,9	100,0	25,6
45-54 ans	14,7	22,5	37,2	46,6	16,2	100,0	27,1
55 ans et Plus	16,3	24,5	40,8	43,5	15,7	100,0	28,8
Niveau d'instruction							
Aucun	14,7	26,0	40,7	44,5	14,8	100,0	29,0
Primaire	13,7	20,3	34,0	47,4	18,6	100,0	24,3
Secondaire	12,9	21,8	34,6	45,0	20,4	100,0	22,4
Supérieur	18,6	16,3	34,9	42,6	22,6	100,0	22,1
Milieu de résidence							
Cotonou	8,1	16,9	24,9	59,7	15,4	100,0	8,8
Autres urbains	15,8	23,9	39,7	42,5	17,8	100,0	28,0
Ens. urbain	14,4	22,7	37,1	45,6	17,3	100,0	24,5
Rural	14,5	25,0	39,4	44,3	16,3	100,0	28,8
Quintile de niveau de vie							
Le plus pauvre	13,3	22,2	35,5	49,7	14,8	100,0	25,3
Second	13,3	22,8	36,1	47,6	16,3	100,0	26,1
Moyen	17,7	22,9	40,7	43,0	16,3	100,0	28,2
Quatrième	14,7	24,7	39,5	44,7	15,8	100,0	27,3
Le plus riche	12,8	26,1	38,9	41,3	19,8	100,0	26,8
Bénin	14,4	23,9	38,3	44,9	16,8	100,0	26,8
							30,7

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.3.3. Indice de perception de l'état de droit

La perception de l'état de droit s'est évaluée par la qualité du système judiciaire et l'absence de corruption. Le **Tableau 3.7** présente l'indice d'appréciation de l'état de droit mesuré par les index d'appréciation du système judiciaire et de l'absence de corruption.

Les individus de 18 ans et plus ont donné leurs avis sur la manière dont ils perçoivent l'indépendance du système juridique, sur l'état de la corruption et sur l'efficacité du système. Il ressort des résultats du tableau que les personnes interrogées ont presque une appréciation faible (car indice inférieur à 0,500) et presque identique

sur le système judiciaire (0,459), l'absence de la corruption (0,403) et l'Etat de droit (0,412). En résumé, le système judiciaire est plus ou moins acceptable ainsi que l'Etat de droit et l'idée selon laquelle, il y a l'absence de la corruption est presque réfutée.

Tableau 3.7: Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit
Sexe			
Homme	0,458	0,406	0,415
Femme	0,460	0,389	0,401
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	0,449	0,394	0,403
35 - 59 ans	0,464	0,405	0,414
60 ans et plus	0,457	0,410	0,418
Niveau d'instruction			
Aucun	0,455	0,408	0,416
Primaire	0,464	0,399	0,410
Secondaire	0,465	0,394	0,406
Supérieur	0,462	0,387	0,400
Milieu de résidence			
Cotonou	0,439	0,473	0,467
Autres urbains	0,478	0,396	0,410
Ens. urbain	0,471	0,410	0,420
Rural	0,448	0,396	0,405
Bénin	0,459	0,403	0,412

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.4. Paix et sécurité

La paix et la sécurité participent à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. L'ODD 16 porte sur la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques.

3.4.1. Menace générale et sentiment d'insécurité

La sécurité est une véritable source de préoccupation au Bénin. Moins sept personnes sur dix estiment se sentir en sécurité lorsqu'elle marche seule tant dans la journée que dans la nuit, avec une proportion de 63,3% pour le jour et 55,8% pour la nuit. Selon la région de résidence, la situation est moins préoccupante dans les

départements de la Donga (89,1% et 80,0%) et du Plateau (88,4% et 86,7%) respectivement le jour et la nuit.

Par ailleurs, la situation semble la même lorsque moins de 7 personnes sur dix personnes se sentent en sécurité lorsqu'elles restent seule à la

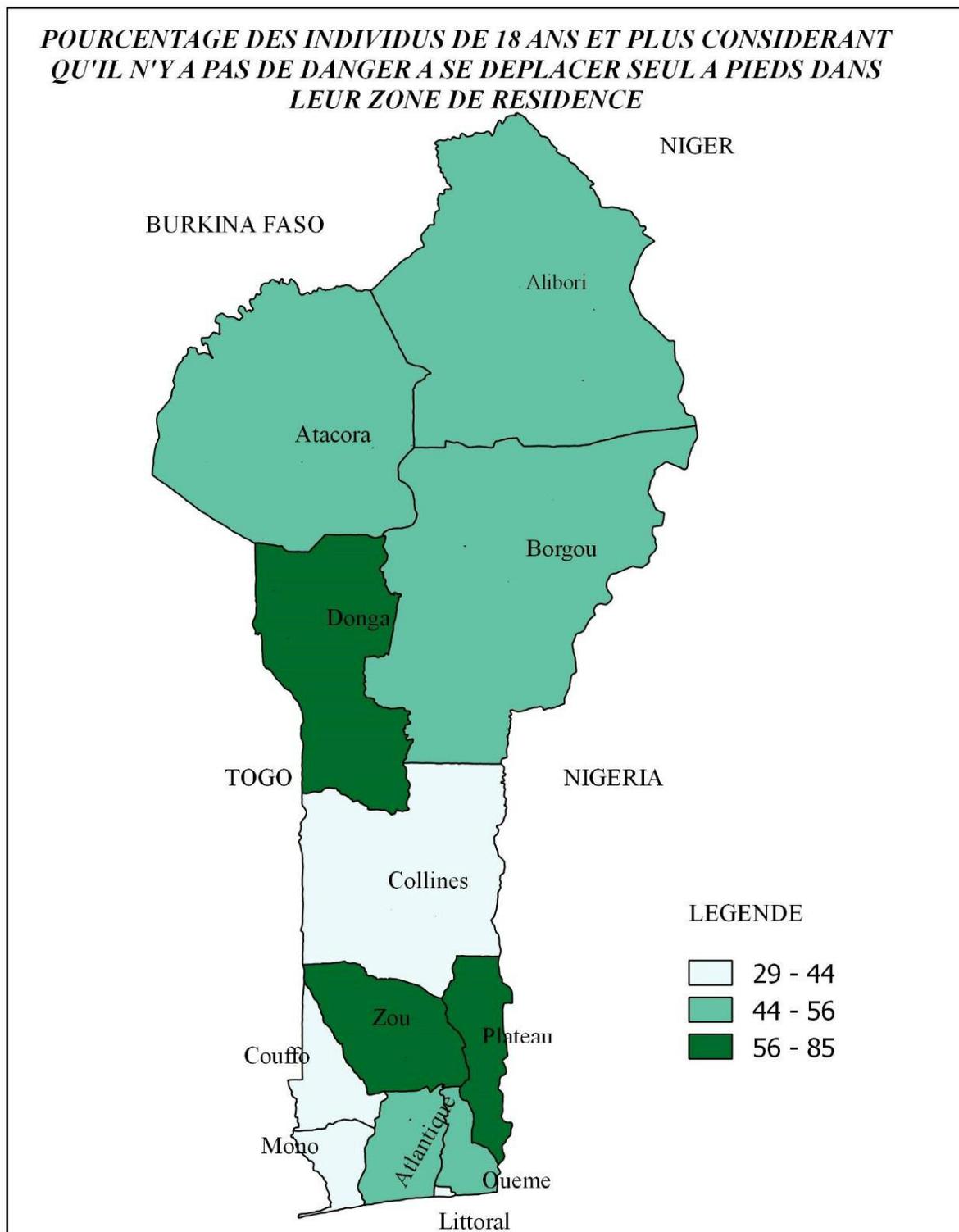
maison tant le jour que la nuit (62,4% le jour et 58,6% la nuit) et ce sont toujours dans les deux départements précités que la préocupante est moins marquante.

Aussi, c'est six personnes sur dix qui se sentent en sécurité lorsqu'elles attendent ou sont dans un

transport public de leur localité (57,3%) ou lorsqu'elles se trouvent sur leur lieu de travail (marché, champs, atelier, etc.) avec 61,0%.

Enfin, le pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence est seulement de 49,7%.

Carte 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pied dans leur zone de résidence, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Tableau 3.8: Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage de la population de 18 ans et plus se sentant en sécurité :										Effectif	
	Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	Quand vous êtes seul à la maison, le jour	Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)	A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence [1]					
Sexe												
Homme	63,7	57,4	63,3	59,1	58,4	61,8	51,7	2 597 474				
Femme	64,3	58,6	63,6	60,2	57,5	61,8	52,0	2 816 170				
Département												
Alibori	64,8	61,2	69,0	60,5	73,7	59,6	50,5	420 687				
Atacora	63,7	57,1	62,4	57,8	48,2	65,5	46,1	383 885				
Atlantique	69,6	61,4	69,0	68,6	68,0	67,9	55,7	774 785				
Borgou	59,7	56,7	59,9	58,7	48,3	55,3	51,7	649 669				
Collines	40,1	48,8	38,1	46,9	51,9	54,0	31,2	368 346				
Couffo	54,8	41,4	52,7	39,4	38,8	50,2	36,8	389 718				
Donga	89,4	80,0	90,9	83,1	75,3	83,1	78,0	266 945				
Littoral	62,8	44,9	54,0	49,1	39,8	47,9	43,1	458 378				
Mono	35,1	38,4	36,1	40,2	36,3	42,9	29,2	272 189				
Ouémé	61,8	55,8	61,4	55,6	60,2	58,3	53,4	592 809				
Plateau	88,4	86,7	90,2	86,8	81,0	89,0	84,4	327 397				
Zou	74,9	66,9	76,6	67,6	69,1	72,4	62,1	508 837				
Bénin	64,0	58,0	63,5	59,6	57,9	61,8	51,9	5 413 644				
Quintile de niveau de vie												
Le plus pauvre	63,4	59,6	63,8	59,1	58,0	62,0	52,9	919 948				
Second	61,9	56,5	61,8	58,0	56,8	60,7	50,5	981 470				
Moyen	64,6	59,2	63,9	61,4	57,1	62,5	53,0	1 059 962				
Quatrième	66,2	58,8	65,1	60,6	59,7	62,5	53,0	1 153 066				
Le plus riche	63,2	55,8	62,4	58,6	57,3	61,0	49,7	1 238 066				

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] ODD 16.1.4

3.4.2. Criminalité

L'évaluation de la criminalité apporte encore un plus, au problème d'insécurité dans le pays.

En effet, Moins de 4% des individus de 18 ans et plus affirment avoir été victime de harcèlement physique ou sexuel, notamment les hommes (3,3%) et les personnes classées parmi les plus pauvres et plus riches respectivement 3,1%

Au cours des 12 derniers mois précédents l'enquête, la prévalence des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles est inférieure à 13%. La prévalence est plus forte chez les hommes (12,8%), chez les personnes résidant dans autres urbains (13,2%) et les personnes classées parmi les plus pauvres (13,2%) et des plus riches (13,7%).

Parmi les individus de 18 ans et plus victimes de violences, moins de 60% d'entre eux ont signalé

les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus et ce sont surtout les hommes (55,9%), les personnes résidant dans autres urbains (64,8%) et celles classées parmi les plus riches (57%) qui en ont eu plus recours

Enfin, moins de 2% des individus de 18 ans et plus ont déclaré avoir été menacés avec une arme au cours des 12 derniers mois et quel que soit la caractéristique sociodémographique, la prévalence n'atteint point 1,3%. Aussi, le pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec un autre type d'arme (ex : couteau, machette...) au cours des 12 derniers mois est également inférieur à 2%.

Tableau 3.9: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Bénin, 2018

Types d'incidents	Sexe		Milieu de résidence					Quintile de niveau de vie				
	Homme	Femme	Autres urbains			Rural	Bénin	Le plus pauvre	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche
			Cotonou	urbain	Ens.							
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel [1]	3,3	2,4	1,3	3	2,7	3	3,1	2,5	2,8	2,7	3,1	
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents [2]	12,8	11,4	6,2	13,2	11,9	12,2	13,2	12	10,4	11,2	13,7	
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus [3]	55,9	54,2	33,8	64,8	61,9	49,1	48,5	56,8	56,1	55,6	57	
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec une arme au cours des 12 derniers mois	1,1	0,8	0,3	1	0,8	1	1,2	0,7	1,2	0,9	0,8	
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacés avec un autre type d'arme (ex. couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	1,6	1,2	0,4	1,4	1,2	1,4	1,7	1,2	1,4	1,2	1,3	

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] ODD 11.7.2

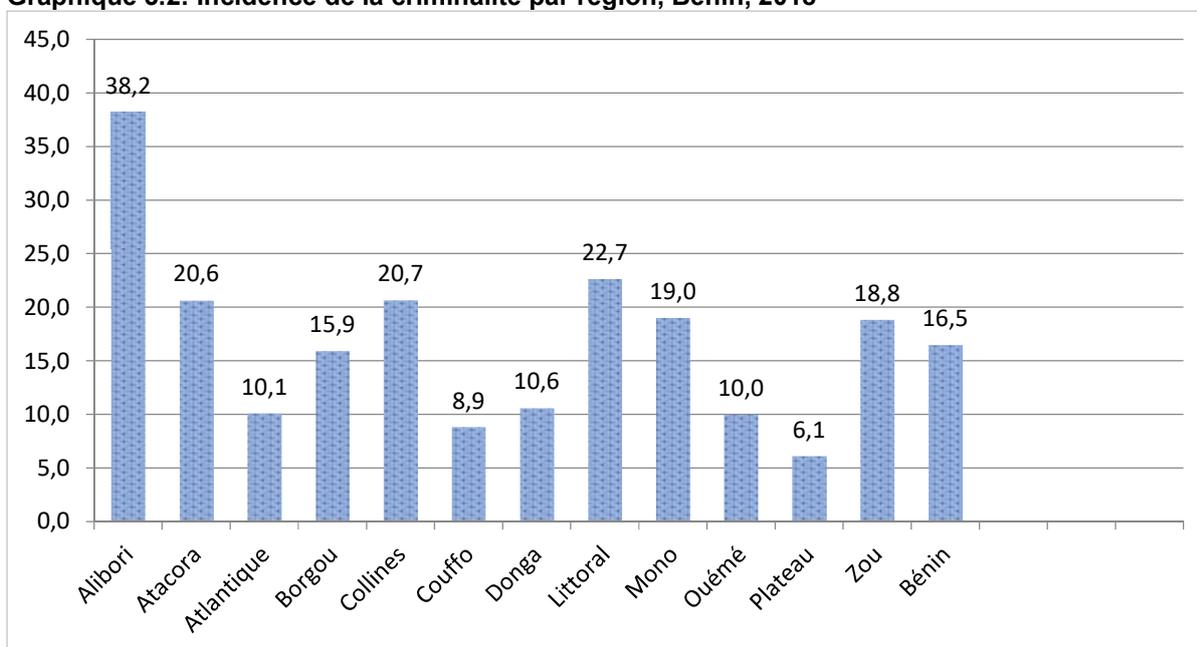
[2] ODD 16.1.3

[3] ODD 16.3.1, des individus ayant été victimes et ont rapporté au moins une fois les faits

Selon le département de résidence, l'incidence de la criminalité est plus importante par rapport au niveau national, dans les départements de l'Alibori

(38,2%), l'Atacora (20,6%), des Collines (20,7%), du Littoral (22,7%).

Graphique 3.2: Incidence de la criminalité par région, Bénin, 2018



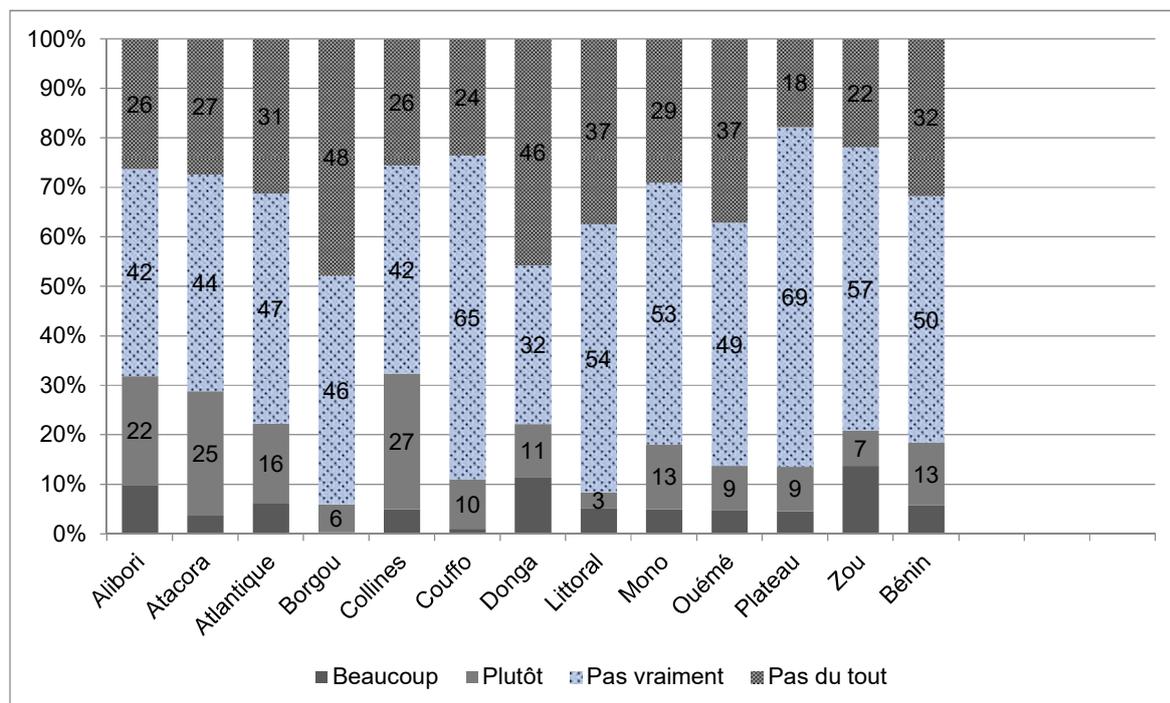
Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.4.3. Conflits et mode de résolution

Le tableau ci-dessous donne la perception des populations, sur les tensions, conflits et ou violences entre différents groupes au cours des 12 derniers mois dans leur localité. A l'évidence, peu de résidents au Bénin estiment qu'il y a de tension entre les différents groupes au cours des 12

derniers mois. En effet 82% estiment qu'il n'y a aucun problème de tension entre les différents groupes et les départements dans lesquels où il y a moins de tension, sont le Borgou (94%) et le Littoral/Cotonou (91%).

Graphique 3.3: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois , Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité

Un autre indicateur donne une idée sur l'appréciation de l'état de la paix et sécurité dans le pays. Sur l'échelle de 0 à 1, cet indice est de 0,708 au Bénin, laissant supposer que la population vit dans environnement paisible et sécuritaire dans le pays. Toutefois, cet indice est beaucoup moins apprécié en à Cotonou (0,697), chez les personnes ayant atteint le niveau du primaire (0,697) et chez les femmes (0,695).

Le niveau de l'indice de l'indicateur de paix et sécurité est affecté renforcé par l'indice de sous-indice Sécurité publique dont la valeur est de

0,723. La confiance à la sécurité publique est plus prononcée dans autres urbains (0,726), chez les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (0,730), les hommes (0,726) et chez les personnes de 35 ans ou plus (0,725) et il n'y a de différence significative selon les autres caractéristiques.

Quant au sous-indice sécurité nationale, la population a moyennement confiance à leur armée pour la protection des frontières car l'indice est de 0,515 avec peu de différence significative pour les caractéristiques sociodémographiques.

Tableau 3.10: Indice de paix et sécurité et ses composantes selon les caractéristiques du chef de ménage, Bénin, 2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Indice		
	Sécurité nationale	Sécurité publique	Paix et sécurité
Sexe			
Homme	0,517	0,726	0,711
Femme	0,506	0,710	0,695
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	0,512	0,718	0,703
35 - 59 ans	0,517	0,725	0,709
60 ans et plus	0,516	0,725	0,710
Niveau d'instruction			
Aucun	0,510	0,730	0,714
Primaire	0,523	0,711	0,697
Secondaire	0,522	0,713	0,699
Supérieur	0,525	0,720	0,705
Milieu de résidence			
Cotonou	0,532	0,703	0,691
Autres urbains	0,514	0,726	0,710
Ens. urbain	0,518	0,722	0,707
Rural	0,513	0,724	0,709
Bénin	0,515	0,723	0,708

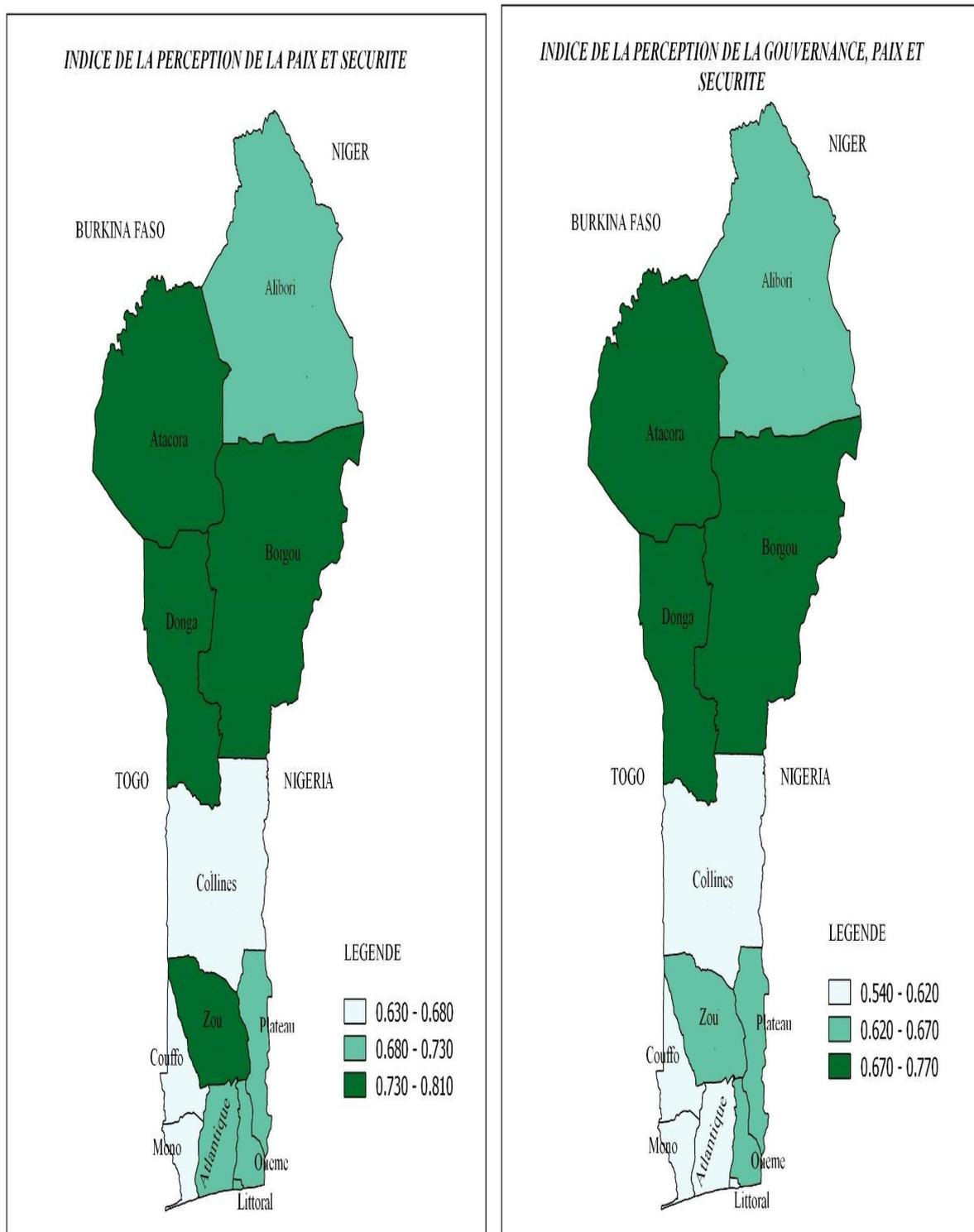
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité

Trois indicateurs composites permettent d'apprécier l'état de la gouvernance, de la paix et sécurité en Côte d'Ivoire: l'indice de droit de l'homme et participation, l'indice de l'état de droit et l'indice gouvernance, paix et sécurité. Il est à noter que la population fait moyennement confiance aux autorités pour assurer une bonne gouvernance, la paix et leur sécurité car les indices varient entre 0,550 et 0,7485. S'intéressant aux différentes composantes :

- Ainsi, la confiance de la population pour une bonne "Gouvernance, paix et sécurité" est légèrement au-dessus de la moyenne. L'indice "Gouvernance, paix et sécurité" a une valeur de 0,640. cette confiance s'est beaucoup plus prononcée dans les départements de l'Atacora (0,699), du Borgou (0,691) et de la Donga (0,768).
- Pour la composante "Etat de droit", son indice est 0,412 et les départements pour lesquels la valeur de leur indice est inférieur à celui du niveau national sont ceux des Collines, du Couffo, de l'Atlantique, du Mono et du Zou. cet indicateur est la résultante de la sous-composante "Système judiciaire" de valeur 0,459 et de la sous-composante "Absence de la corruption" avec un indice de 0,403.
- La confiance de la population la composante "Paix et sécurité" est meilleure par rapport aux autres composantes car son indice est de 0,708. par rapport au niveau national, la confiance est plus prononcée dans les quatre départements du nord et ceux du Plateau et du Zou. Cette composante a été valorisée par la sous-composante "Sécurité publique" dont l'indice est de 0,723 et affectée moyennement par la sous-composante "Sécurité nationale" de valeur 0,515.
- Enfin pour la composante "Droit de l'homme et participation", le niveau de la confiance de la population est de 0,636 et les six départements dans lesquels la confiance de la population est plus faible sont l'Atlantique, les Collines et Couffo, le Littoral, le Mono et l'Ouémé. Cette composante est la résultante des sous-composantes "Droits civils et politiques" (0,666), "Participation" (0,636) et "Absence de discrimination et d'inégalités de sexe" (0,564).

Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Bénin, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

Tableau 3.11: Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Bénin, 2018

Département	Droits civils et politiques		Absence de discrimination et d'inégalités de sexe		Droit de l'homme et participation	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit	Sécurité nationale	Sécurité publique	Paix et sécurité	Indice de gouvernance, paix et sécurité
	Participation	Droits	de sexe	Participation								
Alibori	0,643	0,719	0,492	0,648	0,451	0,419	0,425	0,498	0,747	0,729	0,657	
Atacora	0,656	0,733	0,597	0,673	0,579	0,535	0,542	0,500	0,775	0,755	0,699	
Atlantique	0,613	0,667	0,497	0,615	0,466	0,364	0,381	0,521	0,694	0,681	0,614	
Borgou	0,717	0,744	0,623	0,714	0,466	0,459	0,460	0,563	0,765	0,750	0,691	
Collines	0,584	0,638	0,535	0,595	0,342	0,300	0,306	0,492	0,665	0,652	0,578	
Couffo	0,531	0,431	0,569	0,504	0,382	0,319	0,329	0,492	0,642	0,631	0,549	
Donga	0,765	0,934	0,785	0,820	0,668	0,565	0,582	0,556	0,822	0,802	0,768	
Littoral	0,536	0,550	0,573	0,545	0,439	0,473	0,467	0,532	0,703	0,691	0,618	
Mono	0,547	0,565	0,500	0,547	0,289	0,379	0,364	0,508	0,652	0,641	0,571	
Ouémé	0,609	0,612	0,536	0,601	0,499	0,390	0,408	0,528	0,714	0,700	0,626	
Plateau	0,623	0,665	0,514	0,622	0,437	0,400	0,406	0,479	0,745	0,725	0,646	
Zou	0,770	0,756	0,620	0,746	0,461	0,297	0,324	0,482	0,762	0,741	0,669	
Bénin	0,636	0,666	0,564	0,636	0,459	0,403	0,412	0,515	0,723	0,708	0,640	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

Afristat B.P. E 1600 – Niaréla, rue 499 porte 23 - Bamako (MALI)
Tél : (223) 20 21 55 00 / 20 21 55 80 / 20 21 60 73 Fax : (223) 20 21 11 40
E-mail : [afriat@afriat.org](mailto:afristat@afriat.org)
<http://www.afristat.org>